Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2019-10-16/2019-10-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mercredi 16 octobre.

Crash de l'AN 72 : l'UDPS appelle les militants à éviter les spéculations et d'attendre la fin des enquêtes. Evariste Kalala Kwete, secrétaire national adjoint de l'UDPS : « Je demande au peuple de ne pas ouvrir la brèche que les ennemis du Congo attendent, celle où on va créer une psychose générale et installer un climat de peur et de terreur. Il faut qu'on reste calme. Le peuple c'est la force suprême. Restons mobilisés et déterminés. Il faudra attendre les résultats des enquêtes pour déterminer les responsabilités dans ce crash ». **Les premiers corps ramenés à Kananga.** Les premiers corps, qui avaient été inhumés à Okoto au lendemain de la découverte des débris de l'avion assurant la logistique de la présidence de la République, ont été exhumés et ramenés à Kananga mardi 15 octobre en fin de journée à bord d'un hélicoptère de la Monusco. Le chef de l'Etat, Felix Tshisekedi, a rendu visite mardi soir à Kinshasa aux familles de deux de ses collaborateurs qui avaient embarqué à bord de l'avion qui s'est écrasé. Il s'agit de Patrick Mukadi et de Dipanga Divioka, dit Marechal, le chauffeur du président, selon les services de presse de la présidence de la République. On est toujours sans nouvelles de ses collaborateurs du président, indique la même source.

Maniema : Des enseignants jugent utopique la gratuité de l'enseignement de base. Les enseignants de trois grandes écoles de la ville de Kindu sont en grève depuis lundi 14 octobre. Il s'agit du complexe scolaire Lembe-Lembe, l'Institut Monseigneur Onyembo et l'Institut de Kindu (ex-Athénée). Tous les enseignants de ces établissements veulent que les parents reprennent la charge de paiement des frais scolaires de leurs enfants. D'après les enseignants grévistes, « la gratuité est une utopie irréalisable dans l'immédiat ». Ils demandent qu' « on puisse revenir une fois de plus à la collecte des dons des parents qui gonflaient leur enveloppe », déclarent-t-ils Le Ministre provincial de l'Education au Maniema, Corneille Katisamba Makubulu, a appelé le mardi 15 octobre les enseignants concernés à reprendre les cours et à encadrer les élèves.

Bukavu : grève du personnel médical de la prison centrale. Les grévistes réclament les médicaments et les arriérés de leurs primes de risque non payés à ce jour. Le directeur de la prison reconnait le problème de manque de médicament à la prison centrale de Bukavu, depuis le retrait du Comité international de la Croix-Rouge en décembre 2018. Selon le directeur de la prison centrale de Bukavu, cela fait neuf mois que la prison centrale ne reçoit pas de médicament. Or, quand un détenu arrive à la prison, on a besoin de savoir son état de santé et s'il a un malaise, on doit s'occuper de lui. Cependant, il y a autour de deux mille détenus actuellement. Ce manque de médicaments révolte le service médical, qui dit en avoir trop.

Ituri : le gouverneur Bamanisa encourage les miliciens de Justin Ngudjolo à sortir de la brousse. Le gouverneur de l'Ituri, Jean Bamanisa Saidi a affirmé que le chef rebelle Justin Ngudjolo et certains de ses hommes ont exprimé leur volonté de quitter la brousse. Le chef de l'exécutif provincial a institué un comité en vue de suivre ce dossier dans le but de

prendre des dispositions pratiques pour organiser cette reddition. La première phase, selon lui, c'est d'abord un pré-cantonnement. Et puis, pour que ces miliciens « n'aillent pas saccager les villages, le Gouvernement provincial peut penser à leur alimentation. A l'heure actuelle, nous ne savons pas où ils sont exactement et combien sont-ils ? Il y a un comité qui est en train de suivre ce dossier. C'est à eux (le chef rebelle et son groupe) de continuer et d'accélérer le mécanisme (de leur sortie de la brousse)».

Nord-Kivu : les habitants de Kitobo regagnent leurs domiciles après les affrontements du 7 octobre. D'après des sources locales, au moins 60% des déplacés sont déjà rentrés, même si ce milieu reste toujours occupé par le NDC Rénové. Les mêmes sources affirment que « la vie reprend timidement dans ce village ». Concernant leur situation, « ces retournés sont dépourvus de tout, parce que leurs biens avaient été pillés systématiquement lors des combats ».

Félix Tshisekedi lance le Programme présidentiel accéléré de lutte contre la pauvreté et les inégalités. Ce nouveau programme n'a pas pour vocation de se substituer aux autres programmes existants en RDC, a affirmé le chef de l'Etat, mais vise éliminer les inégalités sociales. Il souligné le rôle essentiel que doit jouer la justice pour la réussite de cet objectif. Le Programme présidentiel accéléré de lutte contre la pauvreté et les inégalités (PPA-LCPI) repose sur les trois axes principaux suivants : L'amélioration de l'accès de la population aux services sociaux de base ; Le développement des filières économiques locales rentables et durables ; Le renforcement des compétences managériales des bénéficiaires du programme.

Antonov 72 : une délégation gouvernementale se rend sur le lieu du crash. Elle est composée notamment du ministre de la Défense, du vice-ministre de Transports, d'un représentant du chef de l'Etat ainsi que des responsables militaires. Elle a quitté Kananga ce matin à bord d'un hélicoptère de la Monusco. La veille, avec une équipe de secours et d'urgence de la mission onusienne, le gouverneur du Sankuru, Joseph Stéphane Mukumadi, s'est rendu sur le lieu de l'accident où les débris de l'appareil avaient été signalés. L'équipe a déterré les restes de trois corps qui avaient été inhumés samedi sur décision du chef de secteur de Bakutshu Lokenye. Les corps ont été ramenés à Kananga, où ils sont gardés dans une morgue provisoire de la Monusco. Ces corps devraient être ramenés à Kinshasa. Au sujet de l'accident, on n'en sait pas davantage.
Manifestation de l'UDPS à Kananga. Les militants de l'UDPS ont manifesté mercredi 16 octobre dans la matinée dans la ville de Kananga. Ils se sont notamment rendus devant le quartier général de la Monusco pour demander plus de sécurité pour le président de la République Félix Tshisekedi. « Nous avons voulu marcher pour montrer à la face du monde que nous sommes derrière notre président de la République. Nous l'encourageons. Il y a crash d'un cargo présidentiel logistique. Vraiment, ça nous fait mal. Nous sommes vraiment très touchés de ce qui s'est passé », fait savoir le président fédéral de l'UDPS à Kananga.
Ituri : La lutte contre Ebola confrontée à la présence des mai-mai dans la zone de santé de Mangina. L'équipe de riposte contre la maladie à virus Ebola à Mangina, territoire de Mambassa affirme avoir enregistré depuis le mois d'aout 2018 environ 310 cas positifs d'Ebola. Elle affirme qu'il y a une forte prévalence ces derniers jours à la suite de la résistance de la population principalement dans les aires de santé de Lwemba et de Biakato. D'après l'équipe locale de riposte, « il y a l'insécurité due à la présence de miliciens mai-mai qui contrôlent certaines localités. C'est depuis un mois que les agents n'accèdent pas au village de Baiti et autres où il y a des nombreux cas suspects », affirme cette source. A propos de la sécurité dans cette zone, l'administrateur du territoire de Mambasa rapporte que « les chefs de localités Putsa et Yombe ont pris la semaine dernière des machettes pour agresser l'équipe de riposte qui s'est retirée du milieu. Le chef adjoint de la localité de Butama a pour sa part incité sa population à refuser de se faire vacciner » a déclaré l'administrateur de Mambasa.

Félix Tshisekedi promet de sortir de la pauvreté 20 millions des Congolais vivant en milieux rural et urbain « Ce programme comprend trois composantes : premièrement, l'amélioration de l'accès des populations rurales et péri-urbaines aux infrastructures et services socio-économiques de base. Deuxièmement, la promotion des économies rurales et péri-urbaines. Troisièmement, le renforcement des capacités en gestion axé sur les résultats de développement au niveau national, provincial et local. La première composante du programme, vise à accroitre l'accès de la population au service de base qui sont l'habitat, l'électricité à travers la promotion des micro centrales hydro-électriques, l'eau potable, la santé, et les pistes de dessertes agricoles », a expliqué Félix Tshisekedi. Selon lui, cette liste n'est pas exhaustive. Il fait remarquer que la seconde composante vise à s'assurer que les populations des villages et des quartiers péri-urbains, disposent des sources des revenus améliorées et stables et qu'elles consomment au moins un repas équilibré par jour. Pour le Président Tshisekedi, « la pauvreté reste donc un phénomène de masse en RDC ». En dépit de l'absence d'une mise à jour récente de l'enquête nationale sur la pauvreté, celle-ci est évaluée à 63% en 2017, avec une incidence en milieu rural qui avoisine les 70%, ajoute le chef de l'Etat.

De mauvais régimes alimentaires nuisent à la santé des enfants à travers le monde, alerte l'Unicef. L'Unicef signale qu'au moins un enfant de moins de 5 ans sur trois, soit plus de 200 millions d'enfants, souffrent de dénutrition ou de surpoids. En RDC, on observe une stagnation de la prévalence du retard de croissance avec plus de 8.5 millions d'enfants de moins de 5 ans touchés, dont 52% vivent dans les ménages les plus pauvres. A en croire l'UNICEF, près de 1.5 million d'enfants de moins de 5 ans sont trop maigres pour leur taille. La RDC est le premier pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre où les enfants ne grandissent pas bien. L'enquête MICS 2018 citée par le rapport de l'UNICEF révèle également que seulement 54% d'enfants de 0 à 5 mois sur 2 sont allaités exclusivement au sein maternel.

La France appuie l'INRB dans le suivi des malades « vainqueurs d'Ebola ». « Nous avons des ONG qui sont connues comme MSF ou ALIMA qui s'occupent très directement de l'action humanitaire, de la prise en charge, des malades et je crois qu'elles ont accumulé une expérience qui va être utile pour l'avenir, pour peut-être rendre des solutions, mieux traiter, mieux faire face à ces types de problèmes à l'avenir. Nous avons aussi une action plus long terme en nous appuyant sur nos propres forces (…)L'INSERM qui est un établissement de recherche dans le domaine médical a, avec l'INRB congolais, une coopération fructueuse depuis longtemps qui vient d'être étendue à un programme de recherche tout à fait essentiel sur ce qu'on appelle les « vainqueurs d'Ebola », affirmé François Pujolas, l'ambassadeur de France en RDC.

Butembo : 2 centres de transit de la maladie à virus Ebola inaugurés. Le premier a été inauguré le lundi 14 octobre à Musienene et le second mardi 15 octobre à Kahamba dans la zone de santé de Kalunguta. L'inauguration de ces centres permet de rapprocher les structures des soins aux communautés.

Nord-Kivu : des ex-combattants démobilisés produisent 200 000 plantules d'arbres. Ce projet de 6 mois visait à renforcer l'intégration socioéconomique de ces ex-combattants démobilisés et autres jeunes à risque. C'était aussi, pour le WWF, une occasion d'occuper ces jeunes et de les aider à échapper aux multiples tentations d'être à nouveau recrutés par les groupes armés dans cet environnement instable. « Nous leur avons appris comment planter les arbres. Ils ont aussi bénéficié des formations sur l'élevage des abeilles. Nous leur avons dotés plus de 80 ruches modernes. Maintenant, ils se débrouillent. Et nous espérons que ça va permettre à ce que la vie des ex-combattants soit protégée », a indiqué Gédéon Bakerheti, chargé de communication de WWF. Satisfaits de ce projet, les jeunes demandent au gouvernement de prendre le relai pour la pérennité de cette action de la Monusco et de WWF.

Félix Tshisekedi entame une tournée à l'étranger. Le chef de l'Etat congolais a quitté Kinshasa mercredi 16 octobre après-midi pour une visite privée aux Etats-Unis. Après, Felix Tshisekedi ira au Japon à l'intronisation de l'empereur, qui l'avait invité personnellement lors de son dernier passage à Yokohama au sommet de la TICAD, et se rendra ensuite en Russie, du 22 au 24 octobre, pour participer au sommet Russie Afrique.

Antonov 72: de nouveaux restes humains découverts dans le périmètre du crash. L'équipe d'experts dépêchée par les autorités congolaises sur le lieu du crash l'avion a découvert de nouveaux restes humains dans le périmètre de l'accident. A son retour d'Okoto, le ministre de la Défense qui conduit la délégation gouvernementale n'a pas souhaité faire de commentaires à ce sujet, expliquant attendre l'arrivée des experts à Kananga.

L'armée renforce ses positions à Beni. « Le commandant suprême a décidé de mettre fin à l'activisme des ADF et il a décidé que l'armée puisse mettre le paquet nécessaire. Et c'est pourquoi vous voyez cet afflux des militaires que Beni n'a jamais connu auparavant (…) Le commandant suprême et le gouvernement ont mis des moyens colossaux pour que militaires mangent bien, soient soignés, pour que les blessés militaires soient évacués et même pour que les actions civilo-militaires soient organisées », a indiqué le porte-parole des Fardc. Cependant, la date du début des opérations contre ces rebelles des ADF n'est pas encore connue. Selon des sources militaires, plusieurs troupes supplémentaires sont attendues à Beni.

Lomami : le gouverneur Lubamba suspend 5 médecins chefs de zone de santé. « Cette suspension préventive est suivie d'une ouverture d'action disciplinaire à leur égard », a-t-il affirmé à Radio Okapi. Sylvain Lubamba Mayombo reproche à ces médecins la non-justification, dans le délai, des dépenses d'un fonds de près de 8 000 dollars alloués à leurs zones de santé par les partenaires techniques et financiers ; tels que Gavi et l'Union européenne.

Nord-Kivu : MSF inquiète de la situation humanitaire des déplacés à Masisi. Présente et active depuis maintenant 12 ans dans la zone de santé de Masisi, l'ONG Médecins sans frontières (MSF) continue son engagement médical dans cette contrée en proie à l'insécurité et aux nombreux mouvements des populations fuyant les conflits armés.Selon le chargé de mission de cette organisation en RDC, Karel Janssens, « la situation de cette zone de santé est préoccupante, au vu de

nombreux besoins humanitaires qui y sont enregistrés. Encore récemment, on a eu plus de 1100 ménages qui auraient fui les affrontements entre l'armée et les groupes armés. Et en termes des déplacés, on voit encore des situations très précaires. »

Retour des progressifs déplacés à Djugu. Nombreux réfugiés congolais et des déplacés internes, qui avaient fui les atrocités de Djugu (Ituri), retournent dans leurs villages d'origine. Selon des sources concordantes, ce mouvement retour s'observe dans environ quinze localités, à la suite de l'amélioration de la situation sécuritaire dans la région, et les mauvaises conditions de vie dans leurs milieux de refuge. Cependant, plusieurs retournés manquent d'abris et de biens de première nécessité. Selon le rapport des humanitaires, plus de 1500 réfugiés congolais, qui avaient fui en Ouganda, ont également regagné leurs villages d'origine. Il s'agit notamment de Tchomia, Kafe, Nyamamba, Joo au bord du lac Albert. Mais, la plupart de ces retournés manquent d'abris, leurs domiciles ayant été incendiés ou saccagés par des assaillants.

Lac Édouard : 7 pêcheurs de Kyavinyonge arrêtés par des miliciens. Selon son vice-président de la société civile de Bashu, Moïse Kiputulu, ces miliciens Maï-Maï exigeraient une rançon allant de 100 000 et 200 000 francs congolais pour la libération de chaque pécheur. Ils ont également emporté sept moteurs hors–bord. D'après la même source, ces pécheurs seraient en détention à Tchanika où ces Maï-Maï, jusque-là non identifiés, auraient installé l'un de leurs campements.

Sud-Kivu : l'armée déloge les Maï-Maï de certaines localités de Minembwe. Après quatre jours des combats, l'armée affirme avoir repoussé les Mai-Mai à plus de 40 kms des localités environnantes de la commune rurale de Minembwe en territoire de Fizi. Les miliciens se sont retirés dans la brousse en empruntant plusieurs chemins. Certains se sont dirigés vers Kagembe, d'autres vers Nakiele et d'autres encore vers Irumba, à 17 kms au sud-ouest de Minembwe-centre. « Pendant leur fuite, des maisons ont été incendiées et des bétails emportés ».

Tshopo : 43,9% d'enfants souffrent de la malnutrition chronique. Au moins 25% sont affectées notamment par la malnutrition aiguë, a indiqué mercredi 16 octobre la Division provinciale de la santé/Tshopo sur base du résultat de l'enquête menée entre mai et juin 2019 par le Programme national de nutrition (PRONANUT). Les zones de santé de Basoko et Basali ainsi que celle d'Isangi sont les plus affectées. Néanmoins, les activités de prévention édictées par le Programme national de nutrition sont en train d'être mises en œuvre pour faire face à cette situation, même si la couverture reste encore faible.

Nord-Kivu : l'association d'anesthésistes dénonce la présence des personnes non qualifiées. La journée internationale de l'anesthésie a été célébrée le mercredi 16 octobre, sous le thème : ''La chirurgie et l'anesthésie sécurisées dans les milieux en ressources limitées. A Goma, l'association a organisé un atelier au cours duquel les anesthésistes réanimateurs ont fustigé d'une part, « les hôpitaux qui n'utilisent pas des techniciens de l'anesthésie et qui sont à la base de beaucoup des dégâts. » Elle se dit préoccupée par le taux élevé de mortalité en chirurgie. Selon cette organisation, « cette situation est observée dans plusieurs structures médicales de la province ». Cette situation serait due au manque de « techniciens qualifiés en anesthésie et réanimation. » Poto Kambale a lancé un appel aux médecins anesthésistes, estimés à 71 sur toute l'étendue de la République. Il leur a demandé d'impliquer les techniciens anesthésistes, dont le nombre atteint plus de 1200 et dont 25% se trouve au Nord-Kivu. « Nous voudrons qu'ils puissent nous associer dans les activités en rapport avec la chirurgie, et nous associer aussi dans la formation des techniciens anesthésistes que de le faire en vase close », a affirmé Poto Kambale Kastuva,

Vendredi 18 octobre.

11 organisations humanitaires alertent sur la situation humanitaire en Ituri. Dans un communiqué, 11 ONG renseignent que « des centaines de milliers de personnes ayant dû fuir les violences et abandonner leurs foyers à Djugu et Mahagi dans la province de l'Ituri ont besoin de nourriture, d'eau, d'abris et de médicaments ». D'après ces organisations, la plupart des personnes déplacées vivent dans des familles d'accueil vulnérables. D'autres vivent sur des espaces étroits ou dans des lieux publics, comme les églises, les écoles, ou tentent de survivre dans des camps de fortune surpeuplés. « Il arrive que dans certains cas, 500 personnes partagent une seule toilette. D'autres déplacés sont contraints de boire de l'eau sale porteuse de maladies potentiellement mortelles. Beaucoup dorment à même le sol dans des abris précaires. Ce qui augmente les risques de violences sexuelles à l'égard des femmes et des filles (…) La situation est catastrophique. De nombreux enfants souffrent de malnutrition. La plupart des gens ont tout perdu et ont été témoins des pires atrocités. Maintenant ils sont confrontés à un terrible dilemme : se retrouver sans rien à manger ou risquer leur vie en retournant dans leurs champs », poursuit le communiqué. Situation d'autant plus dramatique à l'approche de la période précédant les premières récoltes. Période au cours de laquelle il y a souvent pénurie et flambée de prix.

Julien Paluku rabaisse le taux d'intérêt du financement de FPI de 18 à 6 % pour tout crédit d'investissement. « Pour tout projet d'entreprise des jeunes et des femmes, le taux d'intérêt est maintenant de 4% pour tout financement que leur accordera le Fonds de promotion de l'Industrie (FPI), entreprise publique qui relève de son ministère », a souligné Julien Paluku, le ministre de l'Industrie. Par ailleurs il a indiqué que le financement concerne tous les secteurs : « Nous allons financer les projets dans tous les secteurs, parce que le fonds de promotion de l'industrie est transversal, même au niveau de l'agriculture, même au niveau de l'Energie, même au niveau du développement rural, même au niveau des routes ». Il a enfin mis en garde contre la pratique des commissions, en rappelant que « plusieurs entreprises n'ont pas réussi parce qu'en lieu et place d'accéder à tout le fond, les bénéficiaires n'ont accéder qu'à 40, 60 ou 70%. Le FPI a déjà reçu des instructions, pour que la pratique si elle a existé des commissions puisse cesser ».

Rutshuru : un projet conjoint FAO-PAM améliore la production agricole dans 4 groupements. Plus de 7 000 petits producteurs, qui en sont bénéficiaires, produisent actuellement entre 200 et 500 tonnes de vivres par an. Lancé en 2016, ce projet bénéficie, quatre ans après, à plus de 7600 petits agriculteurs regroupés dans 74 associations coopératives. Pour le coordonnateur de la FAO-zone est, Koupeur Tarhonde le projet a beaucoup évolué. Avec une production annuelle d'au moins 500 tonnes de maïs, haricot et soja, ces petits agriculteurs sont devenus, eux-mêmes, des fournisseurs pour les projets du PAM dans la zone.

Sankuru : le gouverneur sollicite l'implication du MNS pour consolider la paix. Pour le gouverneur du Sankuru, M. Mukumadi, il est essentiel que des dispositions soient prises dans le cadre du mécanisme de suivi pour éviter toute forme de tensions dans cette province du Sankuru. « Nous avons abordé des questions sécuritaires surtout de ma province, car l'épicentre qui gangrène éventuellement l'instabilité à l'Est de la RDC n'est pas loin du Sankuru. Dans ce cadre, nous avons échangé pour voir comment nous pouvons aujourd'hui sucer cette crème de la jeunesse qui est instrumentalisée et qui nous nourrit ce foyer de tensions. Le Sankuru est à l'heure de l'unité, pour sa reconstruction. Il est temps de pouvoir construire le Sankuru, et tous ensemble, nous allons y arriver », a indiqué Joseph-Stéphane Mukumadi.

Antonov 72 : une brigade mise en place pour surveiller le site du crash. Le ministre de la Défense Aimé Ngoy Mukena a annoncé jeudi 17 octobre à la presse qu'une brigade avait été mise en place pour surveiller le site où le crash de l'Antonov 72 affrété par la présidence de la République a eu lieu. La délégation gouvernementale a quitté Kananga le même jeudi dans la soirée. Elle ramène à Kinshasa 4 corps retrouvés sur le lieu du crash. En plus des trois qui avaient été déterrés à Okoto, un quatrième découvert dans les décombres a été ramené à Kananga ce jeudi dans la journée par l'équipe des experts congolais qui mènent les enquêtes.

Ituri : interpellation de 6 suspects impliqués dans le saccage des centres de santé à Biakato. Dans la nuit de mercredi à ce jeudi, quatre structures sanitaires de Biakato ont été prises pour cibles. Selon des sources médicales, ces hommes ont attaqué les dispositifs de riposte à la suite des rumeurs entourant la mort d'un habitant au centre de traitement de Mangina. D'après le témoignage de certains activistes des droits de l'homme qui se sont rendus jeudi sur place, ces manifestants ont d'abord saccagé tous les dispositifs de lavage de mains et les postes d'isolément des cas suspects d'Ebola. Ils ont ensuite menacé de tuer le responsable du poste de santé Bora Uzima. La police affirme avoir déjà appréhendé six suspects.

Kinshasa : la marche du CLC reportée au lundi 21 octobre. La marche du Comité laïc de coordination (CLC) initialement prévue pour ce samedi 19 octobre est reportée au lundi 21. Le report de cette marche se justifie par le fait que le samedi 19 octobre, la ville de Kinshasa va lancer l'opération Kinshasa Bopeto, indique le ministre provincial près le gouverneur et porte-parole du gouvernement provincial, Charles Mbuta Muntu Lwanga.

Sud Kivu : « les responsables de la crise dans les hauts plateaux de Minembwe rendront compte devant la justice », Karna Soro. Depuis six mois, des conflits récurrents opposent les communautés vivant dans les hauts plateaux de Minembwe, dans le territoire de Fizi. Au cours de la réunion, Karna Soro a lancé un message à l'ensemble de personnes qui sont dans les hauts plateaux. « Je vais parler de chefs des groupes armés, je vais parler aussi des personnes qui sont des parrains ou des personnes qui sont en relation avec ces groupes armés. Nous sommes en train de travailler avec le gouvernement sous la directive de la Représentante spéciale du SG des NU pour mettre en place tout le dispositif qu'il faut pour nous assurer que l'impunité s'arrête et que toutes les personnes responsables de ce qui se passe dans les hauts plateaux en rendent compte devant la justice ; et nous allons appuyer le gouvernement congolais dans ce sens-là ».

Haut Uélé : La Fenapec s'insurge contre la fermeture d'une trentaine des boutiques dans la province par la DGI. La Direction générale des impôts dans le Haut Uélé a ordonné le mardi 15 octobre le scellage d'une trentaine de boutiques dans la province. La DGI avance comme motif le non-paiement par ses assujettis de l'IPR, l'Impôt Professionnel sur les Rémunérations. En guise de solidarité envers leurs camarades dont les boutiques ont été scellées, les autres propriétaires des boutiques membres de la Fédération Nationale des Artisans, Petites et Moyennes Entreprises ont fermé leurs portes 16

octobre. « Cette réaction des opérateurs économiques vise à contraindre la DGI à reconsidérer sa mesure qu'il juge illégale».

Mambasa : des Maï-Maï Mazembe attaquent le centre de santé de Mahulo. Il s'agit d'une des structures médicales où se déroulent les activités de riposte contre Ebola en territoire de Mambasa. L'ONG de défense des droits de l'homme Convention pour le développement des peuples forestiers (Codepef) indique que ces assaillants munis d'armes blanches, ont également incendié les dépôts où étaient entreposés les médicaments et les vivres destinés aux malades d'Ebola. C'est pour la troisième fois, en l'espace d'une semaine, que des sites de ripostes contre la maladie à virus Ebola sont la cible d'attaques par des hommes en arme dans cette région de Mambasa.

Kinshasa : des taxis et taxis bus désertent les rues par crainte des agents qui assurent le contrôle de la vignette. L'habituel casse-tête de transport en commun dans la capitale s'est accentué ces derniers jours. A la base, les pluies qui s'abattent fréquemment sur la capitale ; mais aussi le lancement de l'opération de contrôle technique des véhicules et du recouvrement forcé de la vignette par les agents de l'Hôtel de ville. L'opération de contrôle initié par l'Hôtel de ville fait peur également aux privés. Nombreux ne sortent pas leurs véhicules par crainte d'être interpellés.

Samedi 19 octobre.

Kinshasa : Félix Tshisekedi lance l'opération Kinshasa Bopeto à Bandalungwa. Ce programme initié par le gouverneur de la ville Gentiny Ngobila, vise à rendre la ville de Kinshasa salubre en luttant contre les immondices qui jonchent les avenues et principales artères de la capitale de la RDC. Pour Félix Tshisekedi, la propreté de Kinshasa partira de la tête de chacun et la volonté de garder les communes propres permettra à la capitale de retrouver sa salubrité. Selon le chef de l'Etat, le problème de propreté est capital pour la ville de Kinshasa. Le paludisme, la fièvre typhoïde et, d'autres maladies viennent du fait que les habitants de Kinshasa jettent des immondices partout, même dans les caniveaux, a rappelé le Président Tshisekedi. Il a aussi fait remarquer que la propreté va résoudre beaucoup de problèmes de santé. Il demande aux jeunes de s'approprier cette lutte contre l'insalubrité dans la ville de Kinshasa. Il rappelle que lui et tous ceux qui ont été choisi ont pour mission pas de s'enrichir, mais d'améliorer la vie de la population. Felix Antoine Tshisekedi a cet effet, responsabilisé les bourgmestres des 24 communes de la ville province de Kinshasa, sous la supervision du gouverneur, pour la réussite de cette opération.

L'OMS maintient Ebola comme urgence de santé publique de portée internationale. Sur le terrain, les équipes de l'OMS ont constaté que les problèmes d'accès et de sécurité ont une incidence sur la recherche des cas et les enquêtes, la recherche des contacts, les enterrements sûrs et dignes, la décontamination des résidences touchées et les cercles de vaccination dans certaines parties de la zone sanitaire de Mandima. Par ailleurs, l'OMS note que même si la baisse de l'incidence des cas est «encourageante », elle doit être interprétée avec prudence, car la situation demeure fortement tributaire du niveau d'accès et de sécurité dans les collectivités touchées. D'autant que parallèlement à la baisse de l'incidence des cas, les équipes de riposte ont fait état d'un nouveau déplacement des points chauds des milieux urbains vers des collectivités plus rurales et difficiles d'accès, dans une région géographique plus concentrée. Ces secteurs posent des défis supplémentaires à l'intervention. Il s'agit notamment de la situation de sécurité extrêmement instable, la difficulté d'accès à certaines régions éloignées et une sensibilisation relativement plus faible à Ebola. Cela implique également des retards dans l'engagement avec la collectivité, ce qui entraîne, selon l'OMS, de la méfiance et des malentendus ainsi que la sous-déclaration possible des cas. Par ailleurs, l'OMS a salué l'annonce faite par l'Agence européenne des médicaments (AEM) recommandant une autorisation conditionnelle de mise sur le marché du vaccin rVSV-ZEBOV-GP, qui s'est révélé efficace pour protéger la population contre le virus Ebola. L'annonce faite ce vendredi par l'AEM, l'Agence européenne chargée de l'évaluation scientifique des médicaments mis au point par les laboratoires pharmaceutiques, constitue une étape clé avant la décision de la Commission européenne en matière d'autorisation. Parallèlement, l'OMS s'orientera vers la préqualification du vaccin.

Lutte contre la corruption : les Etats-Unis vont accompagner la RDC. « Nous avons discuté autour de la lutte contre la corruption. Et comme la RDC est un partenaire privilégié des Etats-Unis, pour la paix et la prospérité, le gouvernement congolais et le gouvernement américain sont engagés dans la lutte contre la corruption. Donc notre mission aujourd'hui était de mieux comprendre la situation sur le terrain de cette lutte et je connais bien c'est l'OSCEP qui est mieux placé dans cette lutte contre la corruption », a affirmé Mme Kimberly Royston, directrice du Bureau international des stupéfiants et de l'application de la loi, Mais auparavant, M. Mwendambali de l'OSCEP a rappelé à ses hôtes les points sur lesquels la RDC attend l'assistance de l'administration américaine, à savoir l'implémentation de la vision du Chef de l'Etat en matière de lutte contre la corruption, doter le pays des lois anticorruption, la création d'une agence anticorruption et des chambres pre-juridictionnelles de lutte contre la corruption auprès de chaque parquet et enfin une assistance technique.

Nord-Kivu : au moins 600 combattants Maï-Maï attendent depuis 4 mois leur transfert dans un centre de cantonnement. « Au moment où nous parlons, ils sont en train d'être identifiés, enregistrés et après on va les évacuer pour le centre de pré-DDR qui est à Kanyama Kasese via Kamina. C'est là où ils vont recevoir des formations, on va les recycler et ce n'est qu'après qu'au cas par cas ils pourront intégrer l'armée, la police, le service national, le corps de protection des parcs nationaux ou alors être orientés vers le ministère de l'agriculture. Il y en a ceux qui sont plus âgés qui ne peuvent plus intégrer l'armée ou la police, ils doivent être orientés ailleurs », a expliqué le général Sylvain Ekenge, porte-parole adjoint des Fardc.

Goma : des centaines de personnes participent à la marche du CLC contre la corruption. « Les militaires ne sont pas payés, les enseignants sont en grève. Et si ça continue comme ça, après 15 millions USD, ça sera 50 millions. C'est juste un cas parmi des milliers des cas de corruption et de détournement du fonds public. On ne vise pas une personne, mais tout un système, qui commence par le sommet de l'Etat, la justice, les autres institutions, mais aussi le peuple. Parce qu'on ne parle pas du corrompu sans corrupteur. La corruption est l'un des plus grands problèmes de la RDC », a affirmé Espoir Ngalukiye, l'un des manifestants, membres de la Lucha. Cette marche pacifique, appelée par le CLC et à laquelle ont pris part plusieurs acteurs issus des différentes couches de la population, associations et organisations citoyennes s'est terminée sans incident.

Sud-Kivu : un chef milicien tué dans les affrontements entre groupes armés rivaux dans le Parc National de Kahuzi Biega. Le général autoproclamé Cisayura a été abattu par les éléments de son adversaire, le colonel Chance. Les deux chefs rebelles opèrent et exploitent illicitement les minerais et le bois au sein au sein du PNKB. Le tout est parti d'un conflit qui a opposé les deux parties depuis le début de la semaine. La société civile de Kabare affirme que c'est le défunt général Cisayura qui a lancé les hostilités en procédant à « l'arrestation sans motif d'un élément de son adversaire ». Ce dernier, le colonel Chance a décidé de déclenche la guerre.

La société civile de Beni dénonce l'activisme de groupes armés dans ce territoire. « En cette période où le Président de la République et les forces armées ne cessent de lancer, en direction de ces groupes armés, un appel patriotique à déposer les armes », indique Kizito Bin Hangi, président de cette structure citoyenne, « les miliciens doivent rejoindre les centres de cantonnement pour leur démobilisation ». Ils extorquent des biens de la population, demandent des vivres mais également exigent aux populations un Salongo forcé. Ils imposent des taxes et conditionnent la libération d'une personne arrêtée par le paiement des frais qui varient entre 50 et 100 USD.

Sylvestre Ilunga fixe des conditions pour toute procédure d'engagement des dépenses des ministères. « Le Premier ministre a rappelé que le mois d'octobre est celui de la finalisation du projet de loi de finances de l'exercice 2020. Il a insisté sur la nécessité de respecter les procédures et les règles en matière de dépenses, notamment : l'existence d'un plan d'engagement, d'un bon d'engagement appuyé par les pièces justificatives à mettre dans la chaîne de la dépense, etc », a rapporté David-Jolino Diwampovesa-Makelele Ma-Mu Zingi, ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement. Selon lui, explicitant l'instruction du Premier ministre, le ministre du Budget a prévenu que les dépenses ne seront exécutées que si elles sont prévues au budget et qu'il existe des crédits à cet effet. Quant au traitement des urgences, poursuit-il, cela relève de l'autorité du Président de la République et du Premier ministre.

Sud-Kivu : les communautés impliquées dans les conflits des hauts plateaux d'Uvira décident d'arrêter les hostilités. Ils ont tous convenu de participer au dialogue qui sera organisé, à ce sujet, par le gouvernement de la RDC. C'est ce qui ressort de la Conférence pour la paix dans le Sud-Kivu qui s'est tenue vendredi 18 octobre à Kinshasa. Norbert Basengezi, porte-parole des Notables du Sud Kivu l'a déclaré à la presse à l'issue de ces assises.

Dimanche 20 octobre.

L'ONG DYFEGOU exige la réouverture du procès sur les massacres de Beni. La Dynamique des femmes pour la bonne gouvernance (DYFEGOU) exige la réouverture du procès sur les massacres de Beni et l'ouverture des enquêtes pour trouver tous les prêtres catholiques du diocèse de Butembo-Beni kidnappés. Dans un mémorandum adressé au président de la République, la DYFEGOU recommande à Félix Tshisekedi ce qui suit : « De faire de la réforme de la justice votre priorité, en commençant par la Cour constitutionnelle, dont les actes ne sont jamais sans contestation, de matérialiser votre promesse de retour de la sécurité en ville et territoire de Beni avant la fin de l'année 2019. »

Libération de 200 personnes en détention irrégulière. "237 personnes qui étaient en détention préventive et irrégulière ont été libérées" par les autorités, a-t-il dit à l'AFP.Tous ont quitté la prison après une cérémonie conduite par le ministre de

la Justice, Célestin Tunda Ya Kasende. "Ce n'est pas normal que les citoyens se retrouvent dans des situations de privation de liberté parce que les autorités judiciaires n'ont pas bien fait leur travail. La majorité des personnes libérées étaient en prison depuis plusieurs mois et la détention de certains, remonte à 2013. Détenus arbitrairement, on leur demande aujourd'hui de remercier les autorités. C'est incroyable". Construite à l'époque coloniale, avec une capacité d'accueil de 1.500 personnes, la prison de Makala à Kinshasa compte aujourd'hui plus de 8.000 détenus, dont 850 condamnés.

Porte-parole de l'opposition en RDC : Alternance pour la République opte pour Moïse Katumbi. Dans une déclaration à la presse samedi 19 octobre à Kinshasa, la conférence des présidents de la Plateforme AR estime que fort de son assise de l'Opposition, Moïse Katumbi « est de droit éligible à ce poste. »/ « En tant que président d'Ensemble pour le changement – ayant en son sein trois groupes parlementaires, à savoir : AMK et Alliés, G7 et MS – il n'est que normal et logique que Moise Katumbi soit le candidat naturel à ce poste. »

Kinshasa : 40 artistes attendus à la biennale Young Congo. Kinshasa accueille du 20 octobre au 21 novembre, la 1ère édition de la biennale Young Congo, un festival international d'art contemporain, organisé par Kin'Art studio. Les manifestations sont prévues à l'académie des beaux-arts, l'Institut français de Kinshasa, au Pavillon Luputa au rond-point Luputa dans la commune de Bandalungwa ainsi qu'à l'espace Kin Art Studio et au centre d'art Texaf-Bilembo dans la concession Utexafrica sur l'avenue Colonel Mondjiba. Quarante artistes, designers, architectes, historiens de l'art, conservateurs et critiques d'art venus des cinq continents séjournent déjà à Kinshasa pour animer cette grande fête. Congo Biennale est placé sous le thème : « Transition ».

Ituri : plus de 800 000 déplacés en difficulté. Selon le dernier rapport des humanitaires rendu public vendredi 18 octobre à Bunia, certains d'entre eux n'ont jamais bénéficié d'une assistance en vivres. Les besoins à couvrir sont énormes par rapport aux moyens qui sont disponibles pour soulager la misère de ces personnes déplacées. Le rapport des humanitaires révèle qu'environ 560 000 déplacés ont fui les atrocités de Djugu en 2018 et 235 000 autres en 2019. A ceux-là s'ajoutent plus de 14 500 nouveaux déplacés enregistrés les trois derniers mois à la suite d'attaques des assaillants dans certaines localités. Toutes ces personnes sont installées dans environ 87 sites en Ituri et dans des familles d'accueil en territoire de Djugu, d'Irumu et de Mahagi. La plupart de ces déplacés vivent dans des conditions précaires, selon le même rapport. Ils n'ont pas de moyens pour la prise en charge médicale et de nombreux enfants souffrent de malnutrition. Ils n'ont pas de nattes, de couvertures et des ustensiles de cuisine. Certaines organisations internationales, notamment Medair et Save the Children, assurent par ailleurs les soins gratuits à certains de ces déplacés dans les zones de santé de Nizi, Fataki, Lita, Drodro et Tchomia.

Sud-Kivu : le gouvernement provincial s'engage à améliorer les conditions carcérales. Il s'agit, notamment d'y apporter régulièrement de la nourriture, les médicaments et de désengorger les maisons carcérales. La Monusco a, par la même occasion, offert une quantité importante de médicaments pour la prise en charge des détenus malades. La plupart de détenus souffrent de malnutrition et n'ont pas accès aux soins de santé de qualité. La prison centrale de Bukavu, construite pour accueillir 500 personnes civiles, regorge à ce jour de 1.833 détenus, dont la moitié constituée des militaires et policiers.

Environ 30 morts dans un accident de circulation à Mbanza Ngungu. « C'était aux alentours de 01 heure du matin. Un bus en provenance de Lufu et en train se rendre à Kinshasa et, comme il avait un problème de freins, il a terminé sa course dans une parcelle, où, quelque temps après, il a pris feu. On soupçonne que dans le bus, il y avait du carburant, (des liqueurs fortes) et plusieurs divers. »

Attaques contre les équipes de riposte à Ebola : les employés des structures sanitaires de Mambasa abandonnent leurs postes. Une dizaine des structures sanitaires impliquées dans la riposte contre Ebola ne fonctionnent pas dans localité de Lwemba en territoire de Mambasa. Selon des sources sanitaires locales, presque tout le personnel a fui à cause des violences provoquées par certains habitants et des hommes armés qui résistent aux mesures de riposte. L'équipe de riposte demande aux autorités compétentes de renforcer la présence des forces de l'ordre pour sécuriser les installations sanitaires et les agents. Selon le médecin chef de zone de santé de Mandima, il y a 16 formations sanitaires où se déroulent les activités de riposte au centre de santé de Lwemba. Mais moins de cinq sont opérationnelles à ce jour.

Lundi 21 octobre.

Butembo : les étudiants sensibilisés sur la maladie à virus Ebola. L'Université catholique du Graben (UCG) a sensibilisé les anciens et nouveaux étudiants sur les pratiques de lavage des mains avant d'entrer dans l'auditoire. « Chacun doit prendre des précautions nécessaires pour qu'en s'intégrant au milieu de la communauté universitaire, il ne puisse pas être le vecteur par lequel cette maladie va s'y introduire. Devant chaque auditoire, il y aura un dispositif, un point de lavage des

mains. Ainsi toute la communauté, mais aussi chacun individuellement nous aurons la possibilité de nous protéger », a expliqué le professeur Thelesphore Malonga, vice-recteur.

Nord-Ubangi : le gouverneur plaide pour le rapatriement volontaire des réfugiés centrafricains. Ils sont évalués à plus de 90 000. Ces réfugiés ont fui l'insécurité dans leur pays, créée par des groupes armés. Selon le gouverneur Izato Koloke ce rapatriement est une nécessité parce que, note-t-il, certains réfugiés sont accusés de multiples exactions dans la province. Leur présence dans des sites de transit ou des familles d'accueil attire aussi des rebelles à commettre des forfaits sur les populations locales. Le chef de l'exécutif provincial promet de mener un plaidoyer pour que soit lancé le rapatriement volontaire de tous les réfugiés centrafricains, basés dans sa province. Leur présence, a-t-il estimé, devient source d'insécurité et, par conséquent, un défi pour le développement du Nord-Ubangi.

Prison centrale de Bunia : « Il n'y a que 15 matelas pour 57 enfants en conflit avec la loi », selon les officiels. Selon le président du tribunal pour enfant, ils sont accusés essentiellement de viol et vol simple. Il précise qu'il n'y a que 15 matelas pour 57 enfants dans « cette cellule très salle et qui constitue un danger pour la santé de pensionnaires ». Il lance une alerte aux autorités et leur demande de construire une maison pour l'encadrement des enfants en conflit avec la loi. L'ONG Ligue pour la protection de l'enfant au Congo (LIPEC) déplore également la détention prolongée de ces enfants dont les dossiers trainent au tribunal qui ne dispose que d'un juge qui ne peut siéger seul pour les dossiers en appel qui sont en souffrance. La prison centrale de Bunia compte plus de 1350 détenus, ce qui représente six fois sa capacité initiale.

Beni : le comité d'appui à la riposte contre Ebola condamne les attaques contre les structures sanitaires en Ituri. « Au niveau du CAR, nous pensons que ce qui est en train d'être observé en ces jours à Lwemba autour de Biakato risque d'affecter, si on ne fait pas attention, la province voisine du Nord-Kivu. Et donc nous encourageons les communautés, les groupes armés, les jeunes dans cette partie du pays à considérer que l'on ne peut vaincre Ebola que par un comportement responsable. Les bonnes pratiques qui ont été observées à Mangina, à Beni et à Katwa ont conduit aujourd'hui qu'on puisse arriver à réduire sensiblement le taux de contamination d'Ebola », a rappelé Omar Kavota, du Comité d'appui à la riposte contre la maladie à virus Ebola (CAR). Il appelle les habitants de Mangina à plus de responsabilité.

La maladie à virus Ebola est en phase d'être maitrisée, selon le vice-ministre de la Santé. Albert Mpeti Biyombo indique cependant que la RDC a plus que besoin de l'implication de ses voisins pour faire face à ces genres de menaces sanitaires. «C'est ici une opportunité, pour la RDC, de formaliser le cadre de coordination, et de collaboration bilatérale et multilatérale avec les différents pays voisins, mais aussi d'adopter les feuilles de route entre la RDC et ses différents pays voisins », a proposé Albert Mpeti Biyombo. « Les pays partageant les frontières devraient renforcer leurs accords bilatéraux et multilatéraux pour prévenir et contrôler l'expansion internationale des maladies », a recommandé Mme Moeti Matshidiso, la directrice régionale de l'OMS/Afrique. Les délégués des ministères de la Santé du Soudan du Sud, de l'Ouganda, du Rwanda, du Burundi, de la Tanzanie, de l'Angola, de la République centrafricaine, du Congo Brazzaville et de la Zambie, ainsi que ceux de l'Union Africaine, des Nations Unies et autres partenaires participent à ces assises, qui seront clôturées ce lundi.

Kinshasa : la corruption et l'impunité détruisent la société congolaise, selon le CLC. Dans ce mémorandum, le Comité laïc de coordination (CLC) exige les sanctions contre des auteurs des détournements, la dissolution du comité de suivi des prix des produits pétroliers, qui est devenu un mécanisme néfaste des détournements de l'argent de l'Etat, ainsi que la démission de neufs juges de la Cour constitutionnel, qui, selon le CLC ont banalisé les résultats de l'élection de 2018. De nombreuses personnes ont marché ce lundi avant midi dans plusieurs communes de Kinshasa, sur demande du Comité laïc de coordination. Ces manifestants revendiquent notamment la lutte contre la corruption, l'impunité et l'impuissance de la justice en RDC. Cette marche s'est déroulée sans incidents, sous l'encadrement des éléments de la police nationale congolaise.

Félix Tshisekedi visite les blessés de l'accident de Mbanza Ngungu. Le Président Félix Tshisekedi est arrivé ce lundi 21 octobre à Mbanza Ngungu, lieu de l'accident qui a coûté la vie à 30 personnes. Le chef de l'Etat, qui a annulé son voyage pour le Japon suite à ce drame, est accompagné par les membres du gouvernement. Il s'est d'abord rendu au lieu du drame avant d'aller réconforter les blessés. L'exécutif a dépêché sur le lieu de l'accident le ministre de la Solidarité nationale, Steve Mbikayi qui est accompagné d'une équipe médicale d'urgence. Sa mission est de ramener les blessés à Kinshasa.

Sud-Kivu : certains enseignants des écoles publiques reprennent la grève à Bukavu. Ce mouvement d'arrêt de travail s'observe surtout dans les écoles conventionnées catholiques de renom à Bukavu, notamment le collège Afajiri, le Lycée Cirezi, l'école primaire Lestonnac et le collège Sainte Anne. Déo Kyalunda reproche au comité provincial de l'éducation

d'avoir rejeté les propositions formulées par la commission qui a statué sur la paie des enseignants non payés, des nouvelles unités et du personnel d'appoint. D'autres écoles ont fonctionné normalement ce lundi.

Sankuru : 200 maisons incendiées au village Lombudi. Les descentes punitives des jeunes du village Tchiandje Esenge sont à l'origine de ces drames. Selon les sources locales, depuis près de quatre mois, les présidents des jeunes des villages Tchiandje Esenge et Lombudi sont en conflit. L'origine de ce conflit n'est toujours pas explicitée. Pour l'instant, un calme précaire règne sur place. Des sources locales déplorent des dégâts collatéraux et appellent au renfort des forces de l'ordre.

18 présumés bandits arrêtés à Beni et Butembo. L'auditorat militaire près la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu a annoncé lundi 21 octobre l'arrestation de quatre groupes de présumés bandits à mains armées. Ils sont accusés de fomenter des actes portant atteinte à la sécurité dans les villes de Beni et Butembo. Les prévenus sont détenus à l'auditorat de la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu. « Ces présumés bandits ont été arrêtés après des enquêtes menées depuis au moins trois semaines par la justice militaire ». Trois armes et une tenue ont également été saisies. Le magistrat militaire ajoute que parmi eux figurent un commandant de la police d'investigation criminelle, un militaire Fardc de Butembo ainsi qu'un policier du groupe Mobile d'intervention de Beni. Avant leur arrestation, ces militaires avaient été cités dans d'autres affaires, comme étant membres de réseaux criminels opérant entre les villes de Beni et Butembo ainsi que dans le territoire de Mambasa en Ituri. « Deux autres militaires Fardc, activement recherchés par la justice militaire sont en fuite », précise la même source. Ils sont poursuivis pour vol à main armée, association de malfaiteurs et détention illégale d'armes et meurtre.
Ituri : la Monusco appuie la sensibilisation pour le retour de la paix à Djugu. Une délégation des leaders communautaires lendu composée de deux députés nationaux, de membres du comité de la communauté lendu (Lori) et trois chefs des secteurs de Pitsi, Tatsi et Djatsi, et d'autres leaders influents lendu mènent depuis la semaine dernière une campagne de sensibilisation pour la pacification du territoire de Djugu. Ce lundi 21 octobre, la délégation s'est rendue à Laudjo et Ladedjo, deux groupements de secteur de Walendu Pitsi. Cette campagne intervient après la signature vendredi 18 octobre à Rethy de l'acte d'engagement portant sur « la paix, gage d'un développement durable ». Elle vise le renforcement de confiance entre la population locale et l'armée pour pacifier la région et permettre le retour des milliers de déplacés de ce territoire. Dans les localités visitées, la délégation appelle la population notamment à collaborer avec l'armée et à se désolidariser des assaillants qui commettent des exactions dans la zone. Ce lundi 21 octobre, la délégation s'est rendue à Laudjo et Ladedjo. Le dimanche 20 octobre, l'équipe des leaders lendu a visité le village de Jiba. Il y a trois mois, cette localité a été le théâtre de combats entre l'armée et des assaillants. Conséquence : Jiba est un village presque fantôme. Ses habitants (5 mille) ont trouvé refuge dans les villages environnants. La présence des miliciens à 10 kms de Jiba ne rassure pas la population locale.

Kinshasa : la police félicite les participants à la marche du CLC. « Malgré les nombreux itinéraires pris par les marcheurs, tout s'est déroulé dans le calme et le respect de l'ordre public », indique le communiqué de la PNC. Le commissaire provincial félicite ainsi les Kinoises et les Kinois qui ont pris part à cette marche, pour la discipline dont ils ont fait montre pendant le déroulement de cette activité. Ses félicitations s'adressent également aux éléments de la PNC, qui ont sécurisé et encadré la marche avec professionnalisme et sans bavure. La police rappelle que le droit de manifester est reconnu à tout citoyen par la constitution de la République. Ce droit doit donc s'exercer dans le respect des autres lois du pays, afin que la liberté des uns n'empêche pas celle des autres.

Ituri : le gouverneur Bamanisa salue les avancées dans les discussions avec la milice FRPI. Le gouverneur de l'Ituri, Jean Bamanisa, se félicite des avancées enregistrées dans les discussions avec les leaders du groupe armé Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) concernant le processus de pacification du sud d'Irumu. Il l'a affirmé à l'occasion de la clôture dimanche 20 octobre à Gety, à 55 km de Bunia, d'un atelier sur l'examen du projet d'accord du processus de démobilisation et réintégration de ces miliciens au sein de l'armée nationale. Jean Bamanisa déclare que toutes les parties manifestent la ferme volonté d'aller jusqu'au bout de cette démarche afin de voir le sud d'Irumu retrouver la paix. Selon lui, le moment est venu de tourner la page des hostilités pour se pencher sur les questions de développement.

Les bonobos : « une espèce qui peut remonter la valeur touristique de la RDC », Souzy Kwetuenda. Madame Souzy Kwetuenda, chargée du Département du Bien-Être au sein de l'Association ABC, Les Amis des Bonobos du Congo. Cette association assure la conservation et la protection de cette espèce animale unique au monde que l'on retrouve en RDC. Elle nous parle entre autres de la valeur touristique qu'offrent les bonobos mais aussi des contraintes auxquelles fait face son association pour protéger cette espèce rare.

Mardi 22 octobre.

PPRD : Une forte délégation du parti à Lubumbashi pour évaluer ses activités. Le Parti du Peuple pour la Reconstruction et le Développement de l'ex-président Joseph Kabila est arrivée à Lubumbashi. Le secrétaire permanent du PPRD Emmanuel Ramazani Shadary accompagné de plusieurs cadres du parti a indiqué que l'objectif est de procéder à une évaluation des activités du parti au regard du «contexte institutionnel nouveau et face également au nouveau paysage politique ». D'après lui, « le PPRD va aussi faire des projections pour que ce parti politique demeure la première force politique de la RDC ».

Meurtre des experts de l'ONU au Kasaï : l'avocat de José Tshibubua annonce le décès de son client. L'une des personnes poursuivies pour le meurtre des experts de l'ONU au Kasaï est décédée. José Tshibuabua est mort à l'hôpital provincial de Kananga, a annoncé son avocat. La cause de son décès n'est pas encore officiellement connue. José Tshibuabua comme Thomas Nkashama, une autre personne poursuivie dans ce dossier, a participé à la rencontre à Kananga entre Zaida Catalan, Michael Sharp et des membres de la famille Kamuina Nsapu, la veille du départ des experts vers Bunkonde. Selon l'accusation, Tshibuabua et Nkashama ont, au cours de cette réunion, travesti les propos du gardien du pouvoir de la famille Kamuina Nsapu qui voulait attirer l'attention des experts sur le fait que l'itinéraire qu'ils voulaient emprunter était dangereux.
Pour le ministère public, les deux prévenus n'ont pas traduit fidèlement en français cette mise en garde formulée en tshiluba. José Tshibuabua est le deuxième prévenu qui meurt depuis le début de ce procès.

Lualaba : des bandits vandalisent l'un de deux amphithéâtres nouvellement construits à l'université de Kolwezi. Ces hommes ont détruit plusieurs biens et emporté des nombreux matériels. Le ministre provincial de l'éducation dans le Lualaba a indiqué que les enquêtes sont en cours pour retrouver ces hors-la-loi. Le gouvernement provincial s'active de son côté pour réparer les dégâts enregistrés en attendant l'arrivée des nouveaux matériels qui seront commandés.

Butembo : un motocycliste interpellé avec des bombes artisanales. « Il y a eu un accident entre une voiture qui venait de Bunia et une moto qui se dirigeait vers Beni. Le motocycliste est tombé et les services qui gardent la barrière l'ont acheminé à l'hôpital parce qu'il était grièvement blessé. On a trouvé qu'il transportait un colis. Quand on a ouvert ce colis, on a trouvé des bombes artisanales. Ces bombes sont entre les mains des services spécialisés. Le motocycliste va être auditionné sur la destination de ces bombes artisanales et les motivations de ses mouvements dans la direction de Beni », a affirmé Sylvain Kanyamanda, le maire de Butembo.

Kinshasa : Ouverture d'une conférence internationale sur les solutions durables aux situations des déplacés en RDC. Cette conférence internationale est organisée conjointement par le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR). D'après le Représentant régional du HCR, Fafa Attidzah, il y a plusieurs années déjà que « nous discutons de la question des solutions durables aux problèmes de déplacements et les causes, on les a tellement énumérées, elles sont là, c'est aux vues de ces causes là que nous allons discuter avec tous les acteurs pour essayer de trouver des solutions aux problèmes des déplacés et de déplacements ». Au terme de la conférence il y aura une feuille de route qui sera élaborée et « il reviendra à toutes les parties de se pencher sur la feuille de route et voir dans quelle mesure est-ce que les actions retenues pourraient être mises en œuvre » a précisé Fafa Attidzah. D'après le HCR, les conflits en cours en RDC ont provoqué et continuent de provoquer des déplacements internes et externes de populations. En 2017, environ 100 000 Congolais ont fui vers les pays voisins en tant que réfugiés, en raison d'activités généralisées de milice, de troubles et de violences, rejoignant les 585 000 déjà exilés. Les conditions de sécurité en RDC, en particulier dans les parties orientale et centrale du pays, ont continué de se détériorer depuis le début de 2018. De ce fait, la population de réfugiés congolais figure désormais parmi les dix plus importants au monde. Près de 55% sont des enfants, beaucoup traversent les frontières sans être accompagnés ou séparés. Les camps et sites existants dans de nombreux pays d'asile sont saturés et les services de base disponibles sont utilisés à la limite.

Sud Kivu : La Lucha exige le rétablissement de la sécurité et de la paix à Minembwe. Judith Maroy militante de Lucha à Bukavu estime qu'à ce jour, toutes les négociations initiées pour mettre fin aux conflits intercommunautaires dans cette zone ont échoué. Au nom de son organisation, elle demande à présent aux autorités de prendre leur responsabilité en traquant les différentes forces négatives pour que les responsables de l'insécurité répondent de leurs actes devant la justice.

Minembwe : l'assemblée provinciale du Sud-Kivu pour une prise ne charge rapide des déplacés. La situation humanitaire des victimes des atrocités perpétrées dans ces zones demeure catastrophique. Des milliers de familles qui fuient l'insécurité dans cette partie de la province passent la nuit à la belle étoile, à la merci des intempéries. D'autres sont hébergés dans des familles d'accueil dépourvues des moyens de survie. Le député provincial élu de la circonscription électorale de Fizi Prince Peshi Mtengia indexe les groupes armés Ngumino et les Maï-Maï qui laissent plusieurs familles

sans abris dans les Hauts plateaux de Fizi. D'après ce député, plusieurs tentatives d'entrer en contact avec ces groupes armés pour les persuader à déposer les armes ont été menées, mais sans succès.

Ebola : la RDC et les pays voisins vont renforcer leur partenariat et la communication pour une riposte efficace. Un accord commun sur la coordination transfrontalière de la riposte contre cette épidémie a été signé le lundi à Goma par les délégués du ministère de la Santé de la RDC et ceux de ses 9 voisins. « Nous avons souligné la collaboration transfrontalière. Cela veut dire que si le système qui gère l'épidémie ici est alerté qu'il y a un contact ou un cas suspect en voyage vers l'autre Pays, l'information doit être donnée à ce Pays tôt pour que soit diligentée une investigation. Nous allons travailler comme ça pour s'adresser à cette épidémie de l'Ebola », a indiqué Mme Moeti Matshidiso, directrice de l'OMS/Afrique. Elle a, avec Amira Elfadil, la commissaire en charge des affaires sociales au sein de l'Union Africaine promis de s'impliquer pour la mobilisation des fonds nécessaires à l'implémentation de cet engagement régional.

Ituri : les Fardc interpellent 18 présumés auteurs d'attaques contre les équipes de riposte contre Ebola. Dix-huit présumés rebelles Maï-Maï présentés comme auteurs des attaques contre les équipes de riposte contre la maladie à virus Ebola ont été interpellés par les Fardc dans différents villages du territoire de Mambasa (Ituri). Des sources de la société civile locale indiquent ce mardi 22 octobre que ces interpellations sont les résultats des opérations de ratissage que mènent depuis plus d'une semaine les forces loyalistes contre les bastions de ces hommes armés qui s'attaquent souvent à l'équipe de riposte. Les agents de l'équipe de riposte sont la cible de ces hommes armés qui les empêchent de bien mener ses activités dans cette zone où sévit la maladie à virus Ebola.

La Monusco renforce ses bases à Fizi et Mwenga. Après Minembwe-centre dans le territoire de Fizi et Mikenge dans le territoire de Mwenga, secteur d'Itombwe, deux nouveaux détachements statiques des combats ont été installés à Mukera et à Lulimba. D'après le chef du sous bureau de la Monusco à Uvira, Ganda Abdourahamane, le déploiement des casques bleus pourrait s'élargir sur d'autres sites dans les prochains jours dans cette région entre Uvira, Fizi et Mwenga.

Tanganyika : une fille de 12 ans meurt dans une explosion. « L'enfant a perdu sa vie ; lui aussi a droit de vivre comme les autres mais malheureusement, c'est arrivé ! C'est pourquoi je viens auprès des autorités congolaises ainsi de la MONUSCO si elles peuvent aussi chercher les démineurs qui puissent passer par là. Nous sommes vraiment touchés. C'est pourquoi on compatit ensemble avec eux. Pour le moment je plaide pour que la population soit à l'aise. Même à Kahompwa au moment d'où je vous parle, ils ne sont pas à l'aise. Ils pensent même de quitter le lieu pour déménager. Alors, c'est un appel urgent qui nécessite une solution urgente pour l'intérêt de la population de Kabalo », a déclaré John Hamba Kadidjo, député provincial.

Kasaï-Oriental : l'Ucofem sensibilise la population sur les droits de l'homme. L'Union Congolaise des femmes des Médias, (Ucofem) a lancé le samedi 19 octobre à Kabeya Kamwanga et à Miabi, un projet de sensibilisation et mobilisation de la communauté sur les droits de l'homme, les libertés publiques, ainsi que les moyens légaux à utiliser pour les revendiquer. Ce projet qui est exécuté par l'Ucofem concerne près de mille personnes dans les 3 territoires de la province et de 5 communes qui composent la ville de Mbuji-Mayi.

Le général Elias Rodrigues Martins quitte la Monusco. Le commandant de la force de la MONUSCO en RDC, général de corps d'armée Elias Rodrigues Martins Filho, est à la fin de son mandat. Il a été ainsi décoré ce mardi 22 octobre par la cheffe de la Mission onusienne, Leila Zerougui, pour ses bons et loyaux services rendus à la Monusco. Elle s'est aussi félicitée de la collaboration solide entre les Fardc et les troupes de la Monusco. « Je pense que nous avons eu une coopération exemplaire entre les FARDC et nos troupes, avec le général Elias et aussi avec le général Commins, et avec toute l'équipe qui a travaillé ici », a-t-elle poursuivi. Le général major Thierry Lion va assurer l'intérim en attendant la nomination du nouveau commandant des troupes de la Monusco par le Secrétaire général de l'ONU.

Mercredi 23 octobre.

Le Parlement autorise la ratification du prêt de 100 millions USD de la Banque mondiale. Après l'Assemblée nationale, le Sénat a autorisé mardi 22 octobre la ratification des trois accords internationaux de prêts et de financement, dont celui de 100 millions de dollars américains signé le 21 septembre 2018 par la RDC et la Banque mondiale. Cette somme, qui sera versée à la RDC au titre du Projet d'appui au développement des micros, petites et moyennes entreprises, risquait de tomber caduc si la RDC ne ratifiait pas cet accord avant le jeudi 24 octobre 2019. Le Sénat a examiné en procédure d'urgence ces trois projet de loi de ratification, explique son président, Alexis Thambwe Mwamba, pour éviter que « le don de 100 millions de dollars ne tombe. » Après le vote de ce texte pat le Parlement, la Fédération des entreprises

du Congo (FEC) appelle le président Félix Tshisekedi à ratifier, dans le délai, l'accord de soutien aux Petites et moyennes entreprises (PME).

Félix Tshisekedi prend part au premier Sommet Russie Afrique. Le Président Félix Tshisekedi est arrivé ce mercredi en Russie par l'aéroport militaire de Sochi pour participer au 1er Sommet Russie-Afrique, qui se tiendra du 23 au 24 Octobre 2019 dans la cité balnéaire de Sochi. Ce sommet est coprésidé par Vladimir Poutine, président de la Fédération de Russie et Abdel Fatah al-Sisi, président de la République Arabe d'Égypte, rapporte la Presse présidentielle. Durant ce sommet, une attention particulière sera accordée aux relations entre la Russie et l'Afrique, au développement des échanges dans les domaines politique, économique, humanitaire et culturel.

E. Ramazani : « Le PPRD s'est façonné en articulant la construction du Congolais autour des valeurs de démocratie ». « Au bout de 17 ans d'existence, le PPRD s'est façonné en articulant la construction de l'homme congolais et le fonctionnement de ses organes autour des principes ou des valeurs de démocratie, de souveraineté nationale, de l'affirmation de notre identité politique, historique et culturelle en vue de construire une société de plus en plus juste et solidaire (…) C'est en fonction de ces principes, constituant le fondement de notre dignité et de notre action politique, que nous sommes parvenus ensemble, à relever autant de défis et assurer à notre parti la première place sur l'échiquier politique congolais. Et la preuve est qu'à tous les niveaux, au Sénat comme à l'Assemblée nationale et dans les assemblées provinciales, le PPRD demeure toujours la première force politique de la RDC. Implanté sur l'ensemble du territoire national, le PPRD aussi doit sa force à ses 120 députés nationaux, 37 sénateurs et 167 Députés provinciaux permettant à notre plate-forme, le FCC, de garantir la stabilité des institutions politiques du Pays (…) Notre ambition la plus haute, pour le bien de notre patrie, c'est de remporter le plus grand nombre de sièges ; je veux dire, la majorité absolue des sièges dans toutes les instances délibérantes. Et la plus ultime de notre ambition, c'est celle de remporter entant que formation politique une victoire sans appel à la prochaine élection présidentielle et relever les innombrables défis parmi lesquels la consolidation de la souveraineté nationale ainsi que celle de de notre position géostratégique, la bonne gouvernance, l'oblitération de la faim et la misère, l'instauration d'un ordre juridique qui serait l'expression d'une société juste et solidaire, un Congo fort et prospère», a affirmé mardi 22 octobre à Lubumbashi Emmanuel Ramazani Shadary, secrétaire permanent du PPRD.

La situation de plus de 4,5 millions des déplacés internes au centre d'un forum. Les experts du HCR, du CICR, du gouvernement, de l'Union africaine mais aussi les victimes et témoins ont démarré mardi 22 octobre à Kinshasa des discussions sur la situation de plus de 4,5 millions des déplacés internes en RDC. L'objectif de cette conférence internationale est de débattre sur les solutions durables aux situations de déplacement qui affectent les déplacées internes, les réfugiés et les personnes à risque d'apatridie. « La problématique des mouvements de populations en RDC nécessite une réponse gouvernementale appropriée et efficace mettant en exergue des solutions durables. En d'autres termes, il s'avère impérieux d'associer aux perspectives de retour volontaire, intégration locale et la réinstallation, seules jugées beaucoup plus amples », a indiqué Gilbert Kankonde, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur

En Russie, Félix Tshisekedi pourra faire appel aux investisseurs russes pour réussir son programme ». « La Russie a une coopération sans conditionnalité. Le Président Tshisekedi qui veut ratisser large pour éloigner l'échec de son action politique, est à la recherche des investisseurs et des capitaux frais pour mettre en valeur son programme de gouvernement. Et les capitaux russes l'intéressent », a indiqué Joseph Kongolo, analyste politique.

Kinshasa : l'hôtel de ville procède à l'inhumation des indigents abandonnés à la morgue de l'Hôpital Général. A partir de ce mercredi 23 octobre 2019, les corps des personnes indigentes et d'autres dépouilles abandonnées dans la morgue de l'hôpital général de référence de Kinshasa seront mises en terre. « L'opération vise à dégager de l'espace dans ce lieu de conservation des morts ».

Sénat : les groupes provinciaux et politiques constitués. Le Senat a finalisé, mardi 22 octobre, la mise en place de 26 groupes provinciaux (l'équivalent de caucus à l'Assemblée nationale), correspondant aux 26 provinces de la République, ainsi que des groupes politiques (groupes parlementaires à l'Assemblée nationale). Après un long débat lors de la plénière de vendredi 11 octobre dernier, les sénateurs ont convenu de former 13 groupes politiques, chacun avec au moins 6 membres et 11 sénateurs ont été classés comme non-inscrits.

La Symocel plaide pour la réforme du système électoral. La Synergie des missions d'observation citoyenne des élections (Symocel), a rendu public mardi 22 octobre à Kinshasa, son plaidoyer en vue des réformes pour des cycles électoraux de qualité en RDC. Elle fait ainsi un certain nombre de recommandations à l'endroit des autorités congolaises afin de contribuer à l'amélioration des processus électoraux à venir. Elle recommande notamment la révision du mode de scrutin et

du seuil de représentativité, la réduction des frais de dépôt des candidatures et la restructuration de la CENI ainsi que l'accès à information.

Ituri : 17 cas positifs d'Ebola enregistrés en une semaine dans la zone de santé de Mangina. L'équipe de surveillance de l'épidémie d'Ebola rapporte que trois cas positifs sont enregistrés depuis lundi dans la zone de santé de Mandima. Selon la même source, 14 cas ont été rapportés la semaine dernière dans cette entité sanitaire. Certains habitants continuent à manifester la résistance surtout à Lwemba où les activités ont repris timidement, affirment des sources médicales. Cela, après l'incendie la semaine dernière de deux bâtiments qui contenaient des médicaments et sept motos de l'équipe de riposte. A Mambasa-centre, une couche de la population continue également à s'opposer aux mesures de prévention contre Ebola.

Nord Kivu : les jeunes filles exposées à des difficultés sociales dans le camp militaire de Katindo à Goma. En marge de la journée internationale de la jeune fille célébrée chaque année le 11 octobre, l'ONG Change your World en partenariat avec l'Union des cœurs compatissants a organisé un atelier d'échanges sur la situation de la fille dans le camp militaire de Katingo à Goma. A l'issue de ce forum, les participants ont épinglé plusieurs difficultés auxquelles sont confrontées les filles. Il s'agit notamment de la promiscuité, la pauvreté, les violences sexuelles. Elles sont par ailleurs exposées à la rue et aux autres formes de dépravation des mœurs. Selon cette organisation la complexité de cette situation nécessite l'implication des tous : autorités et humanitaires.

Kalemie : les enseignants de l'école technique du cinquantenaire menacent d'aller en grève. D'après le syndicat, les réclamations de salaires remontent de janvier 2016 : « nous avons rédigé une lettre à l'honorable gouverneur ainsi de suite : jusque-là, nous n'avons pas de réponses favorables. La ministre, nous avons déjà parlé avec elle; mais il n'y a pas de réponses favorables. Ce que nous demandons, ce sont seulement les salaires », affirme un membre du syndicat. « Que l'école soit recensée et mécanisée comme toutes les écoles et nous allons commencer maintenant à être payés mensuellement comme toutes les écoles de l'Etat », suggère un enseignant.

Sept ans écoulés depuis l'enlèvement de trois prêtres de Beni. Les prêtres Jean Pierre Ndulani, Edmond Kisughu et le curé de la paroisse Anselme Wasukundi avaient été enlevés dans la nuit du 19 octobre 2012 dans leur couvent de la paroisse à environ 20 Km de Beni. Sept ans après, il n'y a aucune nouvelle d'eux. Des sources sécuritaires disent qu'elles ne sont pas à mesure de dire s'ils sont en vie ou morts. Dans la nuit du 16 juillet 2017, deux autres prêtres, Abbés Pierre Akilimali et Charles Kipasa de la paroisse Notre-Dame des anges de Bunyuka, dans la chefferie de Bashu, territoire de Beni avaient été kidnappés. Tous n'ont jamais été retrouvés.

La société civile s'impatiente du début des opérations contre l'ADF. Le président de la société civile de la ville de Beni, Kizito Bin Hangi, affirme qu'ils ont demandé le lancement des offensives contre l'ADF comme promis par le chef de l'Etat lors de son récent séjour à Beni. « Nous sommes allés dire au commandant que la population attend des opérations qu'on a annoncées depuis le relèvement de l'ancien commandant et depuis que le président a promis que des opérations de grande envergure vont être lancées contre les ADF et donc nous avons demandé à ce que ces opérations puissent être relancées et nous voudrions voir les fruits de ces opérations, c'est à dire la sécurité et la paix. Ce qui va permettre à la population de se rendre dans leurs champs, de regagner leurs villages abandonnés mais aussi ce qui va permettre aux opérateurs économiques d'exercer leurs activités sans être inquiéter. Le commandant des opérations a demandé l'appui de la population dans ces opérations. Nous avons dit que la population a toujours été aux côtés des Fardc depuis les opérations, la population a accompagné le Général Bauma, le Général Mundos, le Général Mbangu Marcel et aujourd'hui cette population est derrière ce nouveau commandant des opérations Sokola 1».

Lubumbashi : la FOA et les maraîchers de Kashamata veulent contribuer à l'autosuffisance alimentaire. Mais, elle demande l'assistance des autorités. Cette organisation, est encadrée par la FAO depuis environ deux décennies. En rapport avec le thème de cette année, « Agir pour l'avenir une alimentation saine pour une faim zéro », Marcel Loko, le chef de bureau de la FAO/ Lubumbashi a indiqué qu'il était question de combattre la faim par une alimentation saine, qui n'a pas d'incidence sur la santé des consommateurs. À cette occasion, des semences et autres outils aratoires ont été remis à ces maraîchers. Les agriculteurs, pour leur part, se sont dits disposés à s'impliquer dans la lutte pour l'autosuffisance alimentaire.

Province de Lomami : les habitants des groupements Nzanji et Bashiya Ilunga appelés au calme. L'autorité provinciale a dépêché lundi 21 octobre l'administrateur du territoire de Ngandanjika et celui de Kabinda pour calmer les habitants de leurs juridictions respectives qui menacent de s'affronter par suite d'un vieux conflit foncier. Les deux autorités territoriales ont été dépêchées aux frontières de leurs entités dans les groupements de Nzaji en territoire de Ngandajika et de

Bashiya Ilunga dans le territoire de Kabinda. Objectif : restaurer la paix entre les habitants qui se regardent en chiens de faïence. C'est depuis bientôt un mois que les habitants de ces deux groupements voisins se disputent les limites des terres et menacent de s'affronter pour se rendre justice. Ce conflit foncier entre les habitants de ces deux groupements est récurrent.

L'ONG PAIF recense environ 30 lieux d'exploitation sexuelle des mineurs à Goma. Le phénomène d'exploitation sexuelle des mineurs dans certains quartiers de Goma a atteint un niveau inquiétant, a indiqué l'ONG PAIF (Programme d'appui aux initiatives féminines) au cours d'une rencontre mardi 22 octobre dans cette ville du Nord-Kivu. A cette occasion, PAIF a présenté un rapport d'enquête sur l'exploitation sexuelle des mineurs dans une trentaine des lieux « exerçant, apparemment, du commerce normal », à travers la ville. Il cite notamment des ''Maisons de tolérance'' des bistrots, boutiques ou salles de cinéma derrière lesquelles se cachent des activités d'exploitation sexuelle des mineurs et des viols.

Kinshasa : sit-in des médecins pour exiger la paie de leurs primes. Près de trois mille médecins du secteur public œuvrant à Kinshasa réclament leur alignement massif sur la liste de paiement de la prime de risque, pour certains, et du salaire, pour d'autres. Pour faire entendre leur voix, plusieurs dizaines d'entre eux ont fait un sit-in mercredi 23 octobre avant-midi devant l'hôtel du gouvernement.

L'ONU célèbre son 74ème anniversaire. L'Organisation des Nations unies (ONU) totalise 74 ans d'existence ce jeudi 24 octobre. La Journée des Nations unies est célébrée chaque année à cette date, évoquant l'entrée en vigueur de la Charte de l'ONU en 1945. La ratification de ce document fondateur par la majorité des États signataires, dont les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, marque en effet l'acte de naissance de cette organisation, dont les objectifs premiers sont le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde. L'Organisation des Nations unies en RDC est constituée d'une mission de maintien de la paix et de 21 programmes, fonds et agences spécialisés. Ces organismes œuvrent ensemble et aux côtés du gouvernement congolais pour la stabilisation et le développement de la RDC, tout en assurant une assistance humanitaire aux plus démunis. La RDC, elle-même membre des Nations unies depuis 1960, participe aux discussions sur le rôle et les missions de l'ONU. Elle influence ainsi la façon avec laquelle sont définies les priorités et comment ses programmes sont mis en œuvre dans le pays. La Monusco est autorisée à recourir à tous les moyens nécessaires pour mener à bien son mandat concernant, entre autres, la protection des civils, du personnel humanitaire et des défenseurs des droits de l'homme immédiatement menacés de violence physique. La Monusco soutient aussi le gouvernement de la RDC dans ses efforts de stabilisation et de consolidation de la paix.

Jeudi 24 octobre.

Sud Kivu : un mort dans une attaque des miliciens à Marunde, territoire de Mwenga. Un civil a été tué et des maisons incendiées au cours d'une attaque des miliciens survenue mardi 22 octobre 19 au village de Marunde, dans le secteur d'Itombwe, territoire de Mwenga. L'attaque a été menée par des présumés combattants Maï Maï, sans plus des précisions. Des sources locales affirment que les miliciens Maï Maï ont incendié des maisons et volé des vaches.

Diocèse de Beni-Butembo : l'évêque catholique conseille l'abstinence sexuelle aux survivants d'Ebola. Monseigneur Paluku, qui cite des experts, affirme que le virus d'Ebola continue d'exister dans le corps des guéris pendant une période donnée, et peut être transmis par voie sexuelle. « Moi je conseillerais a ces vainqueurs, si on vous dit que vous êtes vainqueurs, et que vous a avez été sauvé de cette épidémie, il faut demeurer vainqueur jusqu'au bout ».

Décès du père Léon de Saint Moulin. Le père Léon de Saint Moulin de la Compagnie des Jésuites est décédé le mercredi 23 octobre à Kinshasa, à l'âge de 87 ans. Né à Naast en Belgique le 17 décembre 1932, il est entré dans la Compagnie des Jésuites depuis le 14 septembre 1950. Il a été ordonné prêtre le 6 août 1964. En 1967, l'historien Léon de St Moulin débarque en RDC et y séjournera de façon permanente jusqu'à sa mort. Il a été vice-recteur de l'Université nationale du Zaïre, chargé du campus de Kinshasa et directeur du Centre d'études pour l'action sociale, CEPAS. Scientifique bien connu en RDC, ce professeur émérite à l'Université catholique de Kinshasa est, ce que l'on peut appeler « un monument au Congo. »

Six agents de l'administration pénitentiaire formés au Burkina Faso. La Monusco, a récemment financé le voyage d'études d'un groupe d'agents de l'administration pénitentiaire congolaise au Burkina Faso. C'est pour les aider à s'inspirer des modèles d'administration pénitentiaire burkinabè et ghanéen dans le cadre de la réforme du système pénitentiaire congolais. De retour à Kinshasa, ces agents ont résolu d'appliquer dans l'administration des prisons en RDC, les bonnes pratiques qu'ils ont observées dans les deux pays de l'Afrique de l'Ouest.

L'ONG IRC forme les journalistes sur la sensibilisation contre Ebola. Les professionnels des médias locaux, nationaux et des correspondants des médias internationaux suivent une formation à Beni (Nord-Kivu) pour mieux traiter l'information sur la sensibilisation à la lutte contre Ebola. Cette formation est une initiative de l'ONG Internationale Rescue Comitee (IRC). Riggen Paluku Kimbale, chargé de communication d'IRC, explique que les médias ont un rôle important à jouer dans la sensibilisation de la population. Il évoque le cas du territoire de Mambasa (Ituri), où « la population ne s'approprie pas différents projets ». Raison pour laquelle, IRC a estimé qu'il « était important d'avoir un projet d'engagement communautaire, pour que nous puissions impliquer la communauté dans tout ce que nous sommes en train de faire. ». Selon lui, le travail des humanitaires ne doit pas consister seulement à dicter à la population ce qu'elle doit faire, « des comportements qu'elle doit adopter, mais au contraire l'impliquer pour qu'elle-même s'approprie nos projets et nos activités pour qu'ensemble nous puissions éradiquer la maladie à virus Ebola. »

Butembo : Justin Welby appelle la communauté à redoubler de vigilance face à Ebola. Le chef de l'église anglicane au niveau mondial dit être venu pour s'imprégner de la situation d'Ebola et du sacrifice consenti par toutes les organisations dans le cadre de la riposte. Justin Welby promet de mener des plaidoyers à l'échelle internationale pour appuyer les activités d'éradication de cette maladie dans cette région.

Goma : nouvelle réunion des Etats-majors des armées de Grands lacs. Les chefs d'Etat-major des armées de la RDC, du Burundi, de l'Ouganda et du Rwanda sont de nouveau en réunion jeudi 24 octobre à Goma. Les commandements des Forces de la Monusco et celui de l'Armée américaine pour l'Afrique (Africom) sont aussi conviés à cette réunion, visant à discuter sur les solutions à l'insécurité qui affecte l'est de la RDC et les pays voisins. Mais, ce projet est diversement accueilli par les acteurs de la société civile.

Selon des sources militaires à Goma, cette rencontre fait suite à celle de septembre dernier. Sur invitation de l'Etat-major général des Fardc, la réflexion se poursuit, dans cette rencontre, sur la solution au problème de la sécurité collective de la sous-région. Le premier vice-président de la société civile de la RDC, Thomas d'Aquin Muiti, dit ne pas encourager cette initiative. Mais, Me Omar Kavota, président du Centre d'étude pour la promotion de la Paix, la démocratie et les droits de l'homme, basé à Beni, lui, exprime un avis favorable. Des documents font état de l'ouverture, d'ici quelques semaines, à Goma, d'un Etat-major intégré, que formerons les armées de ces quatre pays avec l'objectif de traquer la dizaine de groupes armés locaux et étrangers actifs dans la partie de l'Est de la RDC.

Beni : la Monusco sensibilise la population contre l'insécurité et Ebola. A l'occasion de la célébration de la Journée des Nations unies à Beni, la Monusco tient des séances de sensibilisation sur la paix et la lutte contre la maladie à virus Ebola. Elle le fait à travers une exposition sur les actions et missions des agences du système des Nations unies ainsi que de la Mission de l'Onu en RDC. Dans les rues de Beni, plusieurs personnes disent que l'appui des Nations unies, à travers la Monusco, aux Fardc dans la traque des ADF et les Mai Mai est important pour la sécurisation de la région. Par contre, d'autres pensent que l'Onu doit imposer la paix à Beni. De son côté, le président de la société civile, Kizito Bin Hangi, note un engagement des Nations unies dans la riposte contre Ebola et souhaite que la Monusco soit dotée de moyens conséquents pour mettre fin à l'insécurité dans la région. Le quartier général de Brigade d'intervention de l'Onu est installé à Beni.

Djugu : fin de la première phase de sensibilisation sur la paix. Les leaders communautaires Lendu ont clôturé le 23 octobre la première phase de la campagne de sensibilisation pour la pacification du territoire de Djugu. Au total, onze localités des secteurs de Walendu Pitsi et Djatsi ont été visitées par cette délégation. Dans leur message, les membres de l'équipe ont conscientisé la population à se désolidariser des assaillants, qui commettent des exactions dans la zone et à collaborer avec l'armée. Cette campagne s'est déroulée grâce à l'appui de la Monusco. Pendant leur passage, ces leaders communautaires ont trouvé certains villages vidés de leurs habitants et des écoles, maisons, boutiques saccagées pendant les conflits armés. Face à tableau sombre, ils ont interpellé la population à promouvoir la paix pour le développement de cette entité. La deuxième étape de cette tournée de sensibilisation interviendra dès la semaine prochaine dans le secteur de Walendu Tatsi.

Polémique autour du dosage de chlore dans l'eau de lavage des mains à Butembo. L'Office congolais de contrôle (OCC) alerte sur un dosage « non équilibré » du chlore dans les eaux mises à la disposition du public pour le lavage des mains. «L'OCC comme expert de l'Etat en matière de conformité, nous sommes venus demandé que dans ce chlore qu'on dilue dans l'eau qu'on puisse standardiser ça puisqu'il y a certaines personnes qui sont allergiques, alors nous avons parlé de teneur, c'est une matière technique. Le maire nous a promis de nous mettre en contact avec la commission technique qui va discuter nos experts pour voir comment l'OCC doit s'impliquer totalement. »

Félix Tshisekedi promulgue trois accords de prêts. Le président de la République, Félix Tshisekedi, a promulgué jeudi 24 octobre les trois accords internationaux de prêts et de financement, dont celui de 100 millions de dollars américains, signés le 21 septembre 2018 par la RDC et la Banque mondiale. Avec cette promulgation intervenue dans le délai, les micros, petites et moyennes entreprises congolaises vont pouvoir bénéficier de ce fonds pour développer leurs affaires.

Kasaï central : 277 officiers militaires prêtent serment à Kananga. L'académie militaire de Kananga a procédé ce jeudi 24 octobre 2019 à la clôture solennelle de l'année académique 2018-2019. A la même occasion, les officiers issus de la 31e promotion ordinaire et de la 15e session spéciale ont prêté serment. C'est depuis 50 ans que l'on forme des officiers de l'armée congolaise à Kananga. Anciennement appelée Ecole de formation des officiers, l'académie militaire de Kananga a vu passer de nombreux hauts gradés de l'armée congolaise.

Vendredi 25 octobre.

Leila Zerrougui : « Le mandat de la Monusco, c'est de soutenir les Fardc et non des forces étrangères qui viennent en RDC ». Elle se dit favorable à une coopération entre les Etats, et même au niveau militaire. « Mais, je pense que la meilleure façon pour attaquer ce fléau, c'est d'identifier les causes profondes et de les tarir », a-t-elle insisté.

Kinshasa : les étudiants sensibilisés sur le travail de la Monusco et agences de l'Onu en RDC. La FAO, le PAM et la Monusco ont organisé une séance d'information et d'échanges avec les étudiants de la faculté d'agronomie de l'Université de Kinshasa jeudi 24 octobre, dans le cadre de la célébration de la Journée des Nations unies. Les discussions se sont focalisées sur les opportunités offertes par les interventions de l'ONU pour le développement agricole en RDC. Dans son intervention, Anne Klavi Cherriere, Coordonnatrice du programme « Résilience » à la FAO a parlé du programme conjoint PAM-FAO de résilience dénommé P4P, mise en œuvre en RDC. C'est une approche intégrée de renforcement des organisations paysannes. Ce programme couvre aujourd'hui plus de 70 000 ménages. Lors des échanges, des questions ayant trait à l'entreprenariat, la recherche et surtout au marché très réduit de l'emploi dans les agences des Nations unies ont été évoquées.

Gratuité de l'enseignement : « les parents d'élèves à Kinshasa appelés à dénoncer tout dérapage de la part des responsables. En ce qui concerne la ville de Kinshasa, le ministre provincial Mbutamuntu a reconnu qu'il existait à ce jour des écoles publiques mais qui ne sont pas encore budgétisées, donc qui ne sont pas prises en compte par l'Etat. D'après lui, pour ces écoles-là, « il est prévu que les parents continuent à prendre en charge ces enseignants en attendant que ces écoles soient mécanisées ». Le ministre provincial a par ailleurs interdit aux écoles privées de demander des frais de construction.

Sud-Ubangui : plus de 7600 sans-abris à Zongo à la suite de graves inondations. Toutes les deux communes de Nzulu et Wango dans la ville de Zongo sont touchées par l'actuelle montée des eaux de l'Ubangi, selon le rapport d'enquête menée par la coordination urbaine de « veille humanitaire ». D'après ce rapport, 7.646 personnes, dont 124 réfugiés centrafricains, vivent sans abris. La majorité des personnes affectées par ces inondations sont localisées dans le bloc Maba de la commune de Nzulu. La plupart de sinistrés ont abandonné leurs habitations pour s'abriter ailleurs. Des jardins et champs entiers, des écoles et autres bâtiments de services publics, rien n'a été épargné, souligne le rapport. Ces inondations ont encore submergé des tronçons routiers de Zongo avec 17 ponts, qui relient la ville au reste du Sud-Ubangi. Cette situation paralyse ses activités socio-économiques. Même des écoliers, obligés d'emprunter des chemins détournés, se rendent difficilement à l'école.

« Avec une couverture maximale de vaccination, la poliomyélite pourrait être éradiquée en RDC » (Dr Pierre Kandolo). La RDC continue sa lutte contre le poliovirus dérivé de souche vaccinale dans certaines provinces, notamment dans le Sankuru, le Kasaï et la Tshuapa. Le docteur Pierre Kandolo, coordonnateur du Comité des opérations d'urgence croit qu'avec une couverture maximale de la vaccination, grâce aux moyens fournis par le gouvernement avec l'accompagnement de ses partenaires notamment Rotary international, cette maladie sera éradiquée dans un délai relativement court.

Réunion des armées de Grands lacs : le député Mohindo appelle Félix Tshsekedi à la prudence. Il estime que ce rapprochement militaire risque d'entrainer l'infiltration des forces étrangères dans l'armée congolaise. « Dans le contexte, où même la Monusco qui devait appuyer les Fardc s'est mise à l'extérieur, j'appelle le chef de l'Etat à la prudence ». L'Est du pays nécessite une bonne pacification. « La grande question c'est de savoir : est-ce qu'avec les gens qui nous ont endeuillé pendant longtemps ? », questionne le député.

Leila Zerrougui : « Nous voulons vraiment éviter une crise » communautaire au Sud-Kivu. La Monusco dit travailler pour éviter une crise entre les communautés vivant à Fizi, Itombwe et Uvira (Sud-Kivu). La priorité doit être de désarmer les groupes armés afin d'assurer la paix et la sérénité entre les communautés, a déclaré Leila Zerrougui, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'Onu en RDC. Les conflits du Sud-Kivu sont souvent présentés comme communautaires, « mais, en réalité, ce sont des conflits aussi liés à l'économie. Comme l'Etat n'est pas fortement représenté là-bas, que font les communautés ? -Chacun crée son groupe armé. C'est ça que nous voulons enlever », a poursuivi la cheffe de la Monusco.

Une firme russe obtient le marché du rail congolais. "Le 23 octobre, un protocole d'accord sur la coopération a été signé dans le cadre du forum économique Russie-Afrique à Sotchi entre le premier adjoint au PDG de la Société russe des chemins de fer, Alexandre Micharine, et le ministre des Transports et des communications de la RDC Didier Mazengu Mukanzu", a indiqué la RJD dans un communiqué publié sur son site. Le projet porte sur la modernisation et la construction de chemins fer en RDC, ainsi que sur le développement de la logistique ferroviaire, selon la même source. Immense pays de 2,3 millions de km2, la RDC ne compte que très peu de routes praticables et son réseau de chemin de fer long de 5.000 km, construits à l'époque coloniale. Ce réseau éclaté en 4 zones non interconnectées est aujourd'hui défectueux.

Plusieurs agents des services des transports suspendus après l'accident de Mbanza-Ngungu. « À la suite des retombées de l'accident survenu le 20 octobre à Mbanza-Ngungu et à la suite du disfonctionnement constaté dans le chef de l'administration des transports et voies de communication et de la commission nationale de la prévention routière et de l'ACCO, installé au poste frontalier de Lufu, des mesures conservatoires ont été prises à cet effet : Primo : suspension des agents de toutes ces structures appelées à intervenir dans le cas sous examen, pour défaut de contrôle technique du véhicule ayant causé l'accident par les agents de transports et de communication, défaut de surveillance lors du chargement dudit véhicule, d'établissement de manifeste pour les agents de la Cnpr, défaut de dresser un manifeste des passagers, et des marchandises transportés. Secundo : suspensions des activités d'embarquement dans les parkings non agrées exploités par le personnel privé ».

Près de 300 personnes tuées sur la route Matadi-Kinshasa en 12 mois. D'après les différents services en charge de la réglementation routière, les causes de ces accidents restent les mêmes : excès de vitesse, mauvais dépassements et le manque de contrôle technique. Pour réduire les cas d'accidents, la CNPR sensibilise et organise des formations en faveur des conducteurs. Mais, pour le moment, ces efforts semblent ne pas aboutir au résultat attendu, selon des sources locales.

La création d'un état-major intégré avec des pays frontaliers à l'étude. Ces deux derniers jours à Goma, des représentants militaires des pays de la région étaient réunis pour discuter de la mise en place d'un état-major intégré pour la lutte contre les groupes armés. La réunion avait créé la polémique suite à la publication de documents de travail sur les réseaux sociaux.
Des délégations du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda, de la Tanzanie et de la RDC étaient présentes. Sur la table, devant les responsables militaires de la région, un document de travail qui présentait l'organisation du futur état-major intégré. Parmi les options envisagées, la participation des forces spéciales étrangères à ces opérations, ce qui avait provoqué une levée de bouclier de la société civile, notamment dans l'est de la RDC. À l'issue de cette réunion de deux jours, le porte-parole de l'armée congolaise, le général Léon Richard Kasonga, a été interpellé par la presse à Goma à ce propos. « Je me demande par quel canal vous parlez de faire appel aux forces étrangères, parce que jusqu'à présent, nous avons neutralisé Mudacumura(un chef rebelle des FDLR) dans ce pays il n'y a pas très longtemps. C'était les faux amis de la République, avec leurs moyens propres, a-t-il répondu. Nous mutualisons nos ressources, nous mutualisons nos moyens, cela ne signifie pas faire appel à des forces qui viendraient opérer sur le territoire congolais. Loin de là. Nous mutualisons pour traquer ces gens sur les frontières. Retenez que ces gens traversent toutes les frontières de beaucoup de pays et font du mal. Nous devons nous mettre ensemble pour pouvoir faire ce travail ». À Kinshasa, sur les ondes de radio Okapi, la représentante spéciale du secrétaire général en RDC, Leila Zerrougui, a précisé que soutenir les armées étrangères ne faisait pas partie du mandat de la mission des Nations unies au Congo.Le mouvement de la Lutte pour le changement (Lucha) avait organisé un sit-in devant le gouvernorat à Goma où se tenait la réunion pour protester contre toute tentative de ramener des armées étrangères en RDC. (**RFI**)

Samedi 26 octobre.

Grands-Lacs : les chefs d'état-major décident de se mettre ensemble pour restaurer la paix en RDC. « Le rapport final engage les participants (RDC, Burundi, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) à poser un certain nombre d'actes notamment la mutualisation des efforts et de la logistique pour ramener la paix dans l'est du pays. Nous mutualisons des ressources et des moyens. Cela ne signifie pas faire appel à des forces qui viendront opérer sur le territoire congolais. Loin de cela. Nous

mutualisons pour traquer ces gens sur les frontières. Ces gens traversent toutes les frontières de beaucoup de pays et font du mal. Et nous devons nous mettre en garde, nous mettre ensembles pour faire ce travail », a rapporté le porte-parole des Fardc.

Exécution de deux experts de l'ONU au Kasaï : deux prévenus se mettent mutuellement en cause. Les prévenus Tshiebwe Bibomba et Jean Bosco Mukanda se sont mutuellement mis en cause dans l'exécution de Zaida Catalan et Michael Sharp lors du procès des présumés meurtriers des experts de l'ONU au Kasaï. Mais chacun a soutenu n'y être pas mêlé. « Les deux prévenus qui connaissent beaucoup de choses se rejettent la balle, ça nous arrange. Nous savons que c'est de là que va jaillir la vérité», conclut le colonel Muwau.

Mbuji-Mayi : suspension de la paie des agents de la Miba. Depuis le début de cette opération au mois d'octobre en cours, la firme Saint Louis BGM, venue pour un projet de relance des activités de l'entreprise minière a déjà payé les salaires à près de 300 sur environ 2500 agents que compte la Miba. La direction générale de la Miba prévoit de « poursuivre incessamment» cette paie. Elle justifie cet arrêt par le souci de connaitre les effectifs réels de la Miba, à travers le contrôle biométrique.

Ituri : 4 morts dans l'attaque de deux embarcations sur le lac Albert. Quatre personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées dans les attaques de deux embarcations par les assaillants du groupe armé Coopérative pour le développement du Congo (Codeco) vendredi 25 octobre sur le Lac Albert vers les localités lacustres de Mbogudji et Tara dans le territoire de Djugu. Selon des sources sécuritaires, quatre pécheurs ont été pris en otage. Une autre attaque est intervenue, la nuit de jeudi au vendredi vers la localité de Mbogudji en secteur de Walendu Pitsi. Un autre groupe d'assaillants a tiré sur une pirogue de pécheurs. Deux pécheurs ont été tués et d'autres ont été blessés. Les blessés ont été acheminés vers le territoire de Mahagi pour les soins.

Masisi : les Fardc découvrent une cache d'armes dans la maison d'un combattant du groupe APCLS. Les forces loyalistes ont découvert 15 armes à feu dont 12 kalachnikov, 1 mortier 60 avec deux bombes, 1 Mag du type belge et 1 M16 et plusieurs munitions en vrac. Au cours de cette opération, les soldats ont mis la main sur un certain Maheshe déguisé en civil. Le porte-parole militaire indique que cette opération s'inscrit dans le cadre de la mission confiée aux Fardc, celle de traquer tous les groupes armés en province du Nord-Kivu jusqu'à la restauration totale de l'autorité de l'État.

Moise Katumbi : « Je ne suis pas un opportuniste, je ne fais pas la politique pour l'argent ». « Je ne suis pas un opportuniste, je ne fais pas la politique pour l'argent, et celui qui peut me corrompre n'est pas encore né. Mon engagement, c'est pour vous le peuple, je ne demande rien à personne d'autre. Et je vais dénoncer jusqu'à la fin de ma vie », a indiqué Moïse Katumb. Il affirme s'être rendu à Goma pour compatir avec la population du Nord-Kivu, victimes des actes d'insécurité posés par les groupes armés. Il fait remarquer qu'il s'inscrit dans l'opposition pour faire pression sur le pouvoir afin qu'il améliore la sécurité, le social, l'emploi des Congolais.

Justice : le seigneur de guerre Frederic Masudi face à ses victimes à Bukavu. Le procès qui oppose le ministère public au seigneur de guerre Frederic Masudi Alimasi alias Kokodikoko a permis de mettre le bourreau face à ses victimes, estimées à 307. Arrêté en Avril dernier, Frederic Masudi Alimasi, est poursuivi par le ministère public pour des exactions commises en territoire de Shabunda en 2018. Les audiences de plaidoiries ont effectivement débuté vendredi 25 octobre.

Nord-Kivu : 9 assaillants tués dans les affrontements contre les Fardc à Kisalala. Neuf assaillants ont été tués et 19 autres ont été capturés lors d'une attaque lancée depuis vendredi 25 octobre par les Fardc contre un bastion des Maï-Maï à Kisalala, à une dizaine de km au Nord de la ville de Butembo sur l'axe Butembo-Beni. Ce groupe armé a enlevé dans un espace de 4 jours deux militaires Fardc dont un officier supérieur.

Dimanche 27 octobre.

Les gouvernements serbe et congolais s'engagent à échanger les expériences dans le domaine agroalimentaire. Le président Tshisekedi a envoyé samedi des délégations ministérielles pour une visite exploratoire dans la ville de Penchinci où est implantée l'industrie agroalimentaire Durdevic. Le ministre de la recherche scientifique José Mpanda et le chargé de mission du chef de l'État Pacifique Kahasha ont visité les différents maillons de transformation des produits alimentaires chez Durdevic. Il s'agit principalement la chaine d'approvisionnement en viande bovine et porcine. Une première équipe d'experts serbe est attendue en RDC les jours qui suivent pour le test du sol congolais en vue de la culture de blé, soja et autres produits.

Ituri : le gouvernement signera un accord avec les FRPI avant le 30 novembre. « La signature se fait d'ici au plus tard le 30 novembre prochain. Le texte est déjà prêt. Le temps d'organiser la visite des autorités nationales dans le sud d'Irumu en Ituri pour signer cet accord. Il y a tout un programme qui existe et qui devra être respecté. Dimanche dernier vous vous rappelez que la FRPI avait posé comme condition avant la signature de cet accord que les questions de grade et d'amnistie ainsi que toutes autres revendications soient réglées. Je leur ai expliqué qu'il fallait d'abord signer l'accord qui sera le soubassement de la bonne foi des parties. Et cela devra être fait. (…) Après vingt ans de conflit, il faut maintenant un programme de développement, il faut réhabiliter les routes de desserte, il faut assoir un programme agricole...un programme de réinsertion pour les personnes qui font partie de ce groupe armé, avec leurs dépendants mais aussi des autres personnes qui étaient empêchées de travailler ou de faire autres choses », a indiqué Jean Bamanisa, gouverneur de l'Ituri.

Lutte contre Ebola : l'Unesco va mener des actions prévention dans les milieux scolaires au Nord-Kivu. « La première action consistera à faire la prévention au niveau des écoles. La deuxième action va consister à sensibiliser les communautés à travers les radios communautaires en langues locales. On va aussi doter 200 écoles en kits complets en hygiène, nous allons former 200 directeurs d'écoles et les préfets sur la prévention et la lutte contre le virus Ebola, ensuite on aura la formation de 36 journalistes des 36 radios communautaires sur la prévention et la lutte contre le virus Ebola sur les messages à passer aux communautés à travers leurs antennes », a expliqué Jean-Pierre Ilboudo.

Général Kasonga : « Nous n'avons pas besoin que des armées traversent et viennent combattre chez nous ». « La mutualisation des ressources c'est le partage des renseignements, d'informations, c'est la décision d'agir simultanément, chaque armée sur son territoire, en train d'éradiquer, mener des opérations pour combattre les groupes armés étrangers qui écument la partie Est du pays. Nous n'avons pas besoin que ces armées traversent et viennent combattre chez nous », a précisé le général Léon Kasonga, porte-parole des Fardc. Selon lui, aucune armée étrangère n'entrera sur le sol congolais dans le cadre de la force intégrée. Il a donné cette précision samedi 26 octobre à Goma au cours d'un point de presse.

Djugu : les Fardc lancent une offensive pour déloger les miliciens de Justin Ngudjolo. Les Fardc ont lancé samedi 26 octobre une offensive contre des positions des miliciens du Chef rebelle Justin Ngudjolo, dans plusieurs entités situées sur le littoral du Lac Albert en territoire de Djugu. Des sources sur place renseignent que des détonations d'armes lourdes sont entendues dans certains villages du secteur de Walendu Tasti et ceux de la chefferie de Bahema Nord où se déroulent ces opérations. Le Porte-parole de l'Armée affirme que l'objectif de ces offensives est de démanteler les poches de résistance d'où ces miliciens lancent des opérations contre les populations civiles.

Sud-Kivu : l'insécurité empêche l'accès des humanitaires aux déplacés à Fizi. La situation humanitaire reste préoccupante et de nouvelles vagues de déplacés sont enregistrées en début cette semaine, indique la note d'information de Ocha rendue publique à Bukavu ce weekend. Les dernières nouvelles vagues des déplacés sont composées de 3000 personnes. Elles se sont dirigées vers Mikenge et les moyens plateaux de Fizi. Le mardi 22 Octobre dernier, le reste de la population de Mikenge a encore fui vers les moyens plateaux de Fizi, d'autres dans la brousse. D'importants besoins en abris, articles ménagers, santé et vivres restent non couverts dans les différentes communautés en conflit.

Nord-Kivu : le gouverneur appelle la population à faire confiance et à soutenir l'armée. C'est suite aux inquiétudes exprimées par la population et plusieurs acteurs socio-politiques du pays, par rapport à ce projet militaire qui prévoit la mutualisation des forces des 5 pays dont la RDC, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et la Tanzanie, dans la pacification de l'Est de la RDC. Au cours d'un point de presse ce dimanche 27 octobre à Goma, le gouverneur Carly Nzanzu Kasivita a appelé tout le peuple congolais à accompagner comme toujours les FARDC et les acteurs politiques à converger dans le sens de la recherche de la paix. Il appelle aussi tous les fils du pays qui sont dans les groupes armés à se désengager.

Lundi 28 octobre.

Joseph Kabila sera « notre candidat en 2023, ou même après, au-delà » (Jean Mbuyu). « Nous avons souhaité que l'initiateur du parti, le président Joseph Kabila reprenne la présidence du parti, qu'il parte devant et que nous soyons derrière lui. Pour nous, le parti, c'est lui notre président, lui notre candidat en 2023, ou même après, au-delà », a affirmé Jean Mbuyu, cadre du PPRD et professeur de droit. Il n'a pas une disposition qui interdit expressis verbis cette attitude, a-t-il insisté.

Unade appelle au soutien de l'action diplomatique de Félix Tshisekedi. « Nous demandons au peuple congolais de ne pas prêter l'attention à ceux qui critiquent le chef de l'Etat aveuglement. Certains critiquent même le fait pour lui de voyager. Alors qu'il voyage en tant que père responsable et à chaque fois qu'il va, il y a toujours des retombées. Il y a des fonds qui nous parviennent par ci, par là. La Banque mondiale donne ceci », a affirmé Philo Mbale, président de l'Union des

nationalistes pour la démocratie et le développement (Unade), un parti politique allié de l'UDPS. Il estime que la diplomatie du chef de l'Etat portera des fruits en termes d'investissements pour le développement de la RDC.

Kasaï-Central : deux morts et une dizaine de cases incendiées à Demba. Un conflit de succession de pouvoir coutumier à Lusonge dans le territoire de Demba (Kasaï-Central) a fait deux morts, deux blessés et une dizaine de cases incendiées samedi 26 octobre. Depuis longtemps, deux frères se disputent la gestion de la localité Tshimbadi Milanga dans le groupement Bakwa Mwanza. D'un côté Kabasele Tshimbadi, qui est au pouvoir, et de l'autre, son jeune frère, Kataku Tshimbadi, qui se proclame chef légitime. L'administrateur de territoire, qui devait trancher l'affaire, avait confié la mission au chef du groupement. Ainsi, ce dernier à inviter les deux camps à la patience pour s'imprégner de la situation et de trouver la décision finale. Kataku Tshimbadi, impatient, s'y oppose et ses fidèles s'en prennent au chef du groupement. Celui-ci a eu la vie sauve grâce à quelques jeunes du village. Il s'en suit un conflit généralisé.

Néhémie Mwilanya s'oppose à l'entrée des troupes étrangères en RDC. « Moi, personnellement, j'exprime les réserves concernant les plus profondes sur une telle initiative pour des raisons simples. La première, c'est que ces pays qui devraient envoyer leurs troupes sur notre territoire, sont quasiment en état de belligérances aujourd'hui. Donc, vous imaginez que nous nous allons leur offrir notre territoire pour qu'ils viennent en découdre maintenant chez nous et les victimes collatérales évidemment, ce sont nos populations », a redouté le coordonnateur du FCC.

Joseph Kabila ne peut plus briguer d'autres fonctions en RDC, affirme Paul-Gaspard Ngonda. La limitation du nombre des mandats présidentiels répond à cette préoccupation fondamentale qu'aucun Congolais, quel que soit ses mérites et qualités, ne peut faire à la tête de l'Etat plus de 10 ans prévus dans la constitution, a indiqué Paul-Gaspard Ngonda Nkoy. C'est ainsi que, selon lui, le constituant de 2006 a prévu que les anciens présidents de la République, qui ont servi la nation, ne peuvent pas rester comme ça. On doit faire d'eux des sénateurs à vie. « C'est un statut viager, c'est-à-dire un statut dont on bénéficie jusqu'à la mort et auquel on ne peut renoncer. Et donc, si on a un statut comme celui-là, un statut auquel on ne peut pas renoncer, on ne peut plus briguer d'autres fonctions dans la République ou d'autres mandats dans la mesure où la même constitution a prévu à l'article 110 qu'aucun sénateur ne peut briguer un autre mandat électif que celui qu'il a déjà », a argumenté le professeur de droit constitutionnel, Paul-Gaspard Ngonda Nkoy.

Ituri : la communauté Bindi appelle au désarmement des miliciens de la FRPI. La communauté Bindi demande au gouvernement de la RDC de conduire jusqu'au bout le processus de démobilisation et désarmement des miliciens de la FRPI, en vue de restaurer une paix durable au sud d'Irumu, après 17 ans des conflits armés qui ont paupérisé cette région. Cette recommandation a été formulée au cours de dialogue intracommunautaire Bindi, qui s'est clôturé dimanche 27 octobre à Gety (Ituri). Ce dialogue a réuni plus de 800 ressortissants de la communauté Bindi venus de tous les coins de la RDC.
Au cours de ces assises, les participants ont salué les efforts du gouvernement provincial et national pour pacifier sud d'Irumu. Il s'agit notamment du regroupement d'environ 900 miliciens au site d'Azita et de leur prise en charge. Selon leur constat, ce processus porte déjà des fruits. Les cas de violations de droit de l'homme (tueries, viols et pillages) ne sont plus enregistrés depuis environ cinq mois. La population circule librement dans la zone. Les membres de la communauté Bindi ont demandé au gouvernement de répondre aux revendications des miliciens FRPI, qui se sont engagés à soutenir les efforts du gouvernement pour une paix durable au sud d'Irumu. Cette paix, selon eux, pourra permettre la relance d'activités économiques pour le développement de cette entité.

Incendie dans les locaux de Canal Kin et CCTV à Kinshasa. Un incendie s'est déclaré ce lundi 28 octobre aux environs de midi dans le bâtiment abritant les chaines de télévision Canal Kin Télévision et CCTV appartenant à l'opposant Jean-Pierre Bemba. Selon le témoignage d'un journaliste qui était sur place, il n'y a pas de perte en vie humaine, mais les matériels de ces deux chaines sont complètement consumés. C'est la deuxième fois que ce bâtiment est touché par le feu.

Tshopo : les partenaires de santé s'engagent à endiguer le paludisme. Un acte d'engagement a été signé samedi 26 octobre à Kisangani entre le gouvernement provincial, les différents partenaires, dont les leaders religieux, ainsi que ceux de la Santé rurale (Sanru) pour lutter contre le paludisme dans la province de la Tshopo. « Il faut éliminer la mauvaise perception que les gens se font sur les intrants, notamment les moustiquaires imprégnées d'insecticide. Aussi accroitre de la connaissance du paludisme ; à savoir : les causes, les conséquences ainsi que la prise en charge des malades. Ceci pourrait, à coup sûr, réduire le taux de morbidité et de mortalité ».

Lutte contre Ebola : l'UNFPA forme des sages-femmes du Nord-Kivu. Le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) forme les sages-femmes d'une cinquantaine de formations sanitaires au Nord-Kivu pour un travail sécurisé dans la lutte contre la maladie à virus Ebola. Depuis le début de cette maladie, UNFPA a déjà appuyé une cinquantaine de

structures sanitaires de cette province avec des équipements médicaux, a indiqué lundi 28 octobre le docteur Polycarpe Takou, coordonnateur d'actions humanitaires de UNFPA.

Dr Muyembe confirme l'utilisation du 2e vaccin contre Ebola au mois de novembre. Le professeur Jean Jacques Muyembe, secrétaire technique du comité national multisectoriel de la riposte à la maladie à virus Ebola confirme l'administration au mois de novembre prochain d'un deuxième vaccin dans la lutte contre Ebola.

L'OIM s'implique dans la lutte contre le trafic illicite des minerais. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a lancé à cet effet vendredi le 25 octobre un programme de renforcement des capacités des institutions du pays impliquées directement ou indirectement dans les questions minières. Ce programme d'une durée de 18 mois couvrira les deux provinces du Kivu. Il est financé par le gouvernement américain. Son objectif est de contribuer à améliorer la sécurité autour des sites miniers et à réduire le trafic illicite des minerais. L'atteinte de cet objectif passe notamment par le renforcement de la justice pénale et l'amélioration de la collaboration entre la police des mines et les différents autres services liés à l'exploitation minière, estime l'OIM.

Moïse Katumbi : « La population de Beni doit avoir confiance en l'armée afin de vaincre les ennemis de la paix ». «Vous savez, en ce qui concerne la sécurité, nous avons une armée très forte, mais la motivation de nos hommes est minime. Ceux qui combattent chez nous sont des vrais patriotes qui se donnent tout pour l'amour du pays mais ils souffrent sérieusement. Pour que la paix revienne au pays, il faut que l'armée ainsi que les fonctionnaires soient bien payés. Si dans d'autres pays il y a la paix, c'est aussi parce qu'il y a un bon salaire des fonctionnaires et de l'armée », a indiqué Moïse Katumbi. L'ancien gouverneur du Katanga a souligné aussi qu'il faut davantage d'efforts pour la mise en place d'une opposition exigeante qui aura pour cheval de bataille la lutte pour l'amélioration du social de la population congolaise.

Beni : 2 civils tués et des boutiques pillées dans une attaque des ADF. Selon les sources sécuritaires, des ADF ont fait incursion à Mbau, chef-lieu du secteur de Beni-Mbau, situé aux abords de la route nationale numéro 4. D'après la même source, après échanges des tirs avec les assaillants, les Fardc ont repoussé l'attaque avec l'appui des casques bleus de la Brigade d'intervention de la Monusco qui étaient aussi en patrouille dans la zone.
Lutte contre les groupes armés : la société civile du Nord-Kivu soulagée par les précisions apportées par l'armée. « Je soutiens l'idée de faire confiance à l'armée congolaise. J'encourage le langage du gouverneur du Nord-Kivu (qui a demandé à la population de faire confiance à l'armée) et je demande à la population de faire confiance à l'armée congolaise. Mais je voudrais également remercier le porte-parole des Fardc qui a démontré que nous n'avons pas besoin des forces étrangères sur le sol congolais pour combattre les groupes armés », a expliqué Thomas d'Aquin Mwiti, de la société civile. Pour lui, cette collaboration militaire devrait aussi se concrétiser par l'extradition de tous les chefs rebelles qui sont à la base des tueries et de l'insécurité à l'Est de la RDC, notamment Jamil Mukulu, le chef des ADF, ainsi que d'autres qui se cachent au Rwanda et en Ouganda. Selon lui, la mutualisation des ressources c'est le partage des renseignements, d'informations, c'est la décision d'agir simultanément, chaque armée sur son territoire, en train d'éradiquer, mener des opérations pour combattre les groupes armés étrangers qui écument la partie Est de la RDC.

Mardi 29 octobre.

Le caucus des députés du Nord-Kivu s'oppose à la venue de troupes étrangères pour traquer les groupes armés. Pour eux, ces opérations, qui donneraient l'opportunité aux armées étrangères à entrer en RDC, ne rassurent en rien la fin des hostilités dans l'Est du pays. Le samedi 26 octobre, le porte-parole des Fardc, le général Léon Kasonga avait affirmé qu'aucune armée étrangère n'entrerait sur le sol congolais dans le cadre de la force intégrée.

Nord-Kivu : le CICR distribue des vivres à 5300 ménages de Rugari. La distribution de ces vivres, qui couvrent une ration d'un mois, intervient quelques mois après des tensions sécuritaires dans cette zone située à 40 kms au nord de Goma. Pour le chef de groupement Rugari, Éric Mashagiro, cette assistance aura un impact considérable pour consolider la stabilité de la zone : « Le CICR a compris nos doléances, parce que, vous savez, la famine c'est une autre guerre. » Les accrochages du 1er mai et 22 juillet derniers entre les Fardc et des présumés rebelles rwandais des FDLR et des miliciens Nyatura, dans le groupement de Rugari, avaient causé la mort d'au moins 10 personnes et plusieurs blessés.

Kongo-Central : le gouvernement provincial remet cinq transformateurs pour accroitre la fourniture d'électricité à Moanda « Grâces à ces transformateurs, la Société nationale d'électricité pourra électrifier les quartiers Vulumba, Pikapende, Itondembeleka, Fusiala, Makelekese, Kitshiaku et Nouvelle cité », a déclaré Simon Lumbanzila.

Des députés de l'opposition déplorent le dysfonctionnement de l'Assemblée nationale. D'après ces députés de l'opposition, à moins de 46 jours de la clôture de session, aucune matière retenue dans le calendrier n'est encore examinée, alors que le budget alloué au fonctionnement du Parlement pourrait résoudre beaucoup de problème de la population. L'un d'eux, dénonce l'existence d'un « parlement parallèle », qui agit dans l'obscurité ; alors que le vrai Parlement fait semblant de travailler. « Le projet de loi des finances que nous attendons, on devrait nous le déposer le 15 septembre de chaque année. Quand on voit la violation de l'article 138 où tous les moyens de contrôle sont pratiquement gelés. Pas de commissions qui fonctionnent. C'est la violation de l'article 112.2. Tout est violé ! ». « On est aujourd'hui à plus de 9 mois (de fonctionnement) et on a peut-être consommé plus de 60 millions USD, mais le travail effectué a coûté moins de 5 millions USD. L'Assemblée nationale ne fait pas le travail. La conséquence : il y a la corruption, la fraude et l'insécurité partout. » D'après M. Kalombo, le rapporteur de l'Assemblée nationale, dès que les projets de loi portant reddition des comptes pour l'exercice 2018 et le projet du budget 2020 seront déposés, le rythme de travail va s'accélérer.

L'Inera/Ngandajika appelle à la relance de l'agriculture dans l'espace Kasaï. L'Institut national pour l'étude et la recherche agronomique (Inera) a clôturé samedi 26 octobre à Ngandajika (Lomami) un atelier de réflexion sur la relance de l'agriculture. Durant cinq jours, les participants ont proposé des pistes de solution pour lutter contre l'insécurité alimentaire qui menace les populations dans les cinq provinces qui constituaient anciennement le Kasaï, à savoir : Sankuru, Kasaï, Kasaï-Oriental, Kasaï Central et Lomami. « Nous avons des technologies qui sont là, mais qui ne sont pas connues à Tshikapa, à Kananga, et à Sankuru. Là, c'est anormal ! Depuis le régime du feu président Mobutu et jusqu'aujourd'hui, l'agriculture a toujours été priorité des priorités. Mais les gens meurent de faim. Donc c'est tout le monde qui est concerné. Donc, c'est un secteur abandonné. Il faut que tout le monde dans le secteur agricole se réveille et nous verrons que dans peu de temps, la situation va s'améliorer ».

Kinshasa : des éducateurs sensibilisés sur les droits de l'homme et les valeurs de l'ONU. « Trois axes ont été déterminés. Il y a d'abord la mise en place de toutes les questions liées aux droits humains dans le milieu éducatif, c'est-à-dire milieu scolaire, mais également ils ont relevé trois axes principaux, notamment le droit à l'environnement sain et le droit aux loisirs dans le milieu éducatif. Ils ont souhaité voir le réseau les accompagner sur la facilité de l'interprétation de tous les instruments relatifs aux questions de droit de l'homme dans le milieu scolaire ». Le pays a besoin « d'un changement de mentalité, de comportement et d'intégrer les valeurs universelles qui doivent nous permettre d'asseoir sur des piliers qui nous boostent vers le développement. » Cette matinée a été possible grâce à l'Unesco et au Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH).

Equateur : l'APE prône l'usage de langues nationales à l'école. L'Agence pour la promotion de l'enseignement (APE) mène une campagne de sensibilisation à l'usage de langues nationales au niveau de l'enseignement de base dans la ville de Mbandaka (Equateur). Elle cible des experts, acteurs et partenaires éducatifs ainsi que des hommes de médias. Le coordonnateur de l'ONG APE, Michel Otto, a rappelé que « douze millions cinq cent mille enfants vont chaque jour à l'école, mais au finish, ils ne savent ni lire ni écrire. Les causes à la base : c'est la langue d'enseignement (…) Les enfants vont moins fuir l'école, parce que l'école devient intéressante. Dans ce cas-là, parce que ce que l'enseignant dit correspond à ce qu'il connait dans la langue qu'il comprend. Et ce qui lui permettra d'avoir du succès scolaire. Il y aura des enfants diplômés et non pas des porteurs des diplômes ».

13 miliciens et 2 militaires tués dans les affrontements à Mambasa. Des militaires Fardc de la 31e Brigade ont lancé cette attaque contre le groupe armé Maï-Maï, qui tentait de se réorganiser dans la localité de Baiti dans le groupement Bangole à la limite entre l'Ituri et le Nord-Kivu. L'objectif de cette opération est de démanteler ces hommes armés qui sèment la terreur dans la zone, affirment des sources sécuritaires. Pour la CODEPEF, les affrontements entre les deux parties ont duré plus des trois heures du temps. Treize corps des Maï-Maï gisaient au sol la même nuit pendant les combats et deux militaires.

« La chambre basse du Parlement fonctionne normalement conformément à la Constitution et au règlement intérieur qui la régit, » (Rapporteur de l'assemblée nationale). Au Parlement, des députés de l'opposition sont mécontents du rythme de travail à l'Assemblée nationale. Ils dénoncent notamment le blocage des procédures parlementaires par le bureau depuis la rentrée ordinaire le 15 septembre dernier. En réaction, le rapporteur du Bureau de l'Assemblée nationale Célestin Musau Kalombo déclare qu'aucune question orale ayant respecté la procédure n'a été bloquée par le bureau.

Mercredi 30 octobre.

Deux organisations non gouvernementales dénoncent l'opacité du projet d'électrification Inga III. Le premier écueil relevé est que le contrat du plus gros site hydroélectrique au monde « a été négocié à huis clos, » selon Resource Matters et le Groupe d'étude sur le Congo. Depuis 2015, l'Agence pour le développement et la promotion du Projet Grand Inga (ADPI), une structure placée sous tutelle de la présidence de la République, gère seule le dossier. En octobre 2018, l'ADPI a signé un « accord de développement exclusif » avec le Groupement Chine d'Inga et le Groupe ProInga (majoritairement espagnol). L'accord n'a pas été rendu public, note le rapport. Le deuxième écueil porte sur « la répartition de l'électricité d'Inga III. » Ce projet de près de 14 milliards de dollars vise à générer au moins 10 gigawatts. La moitié, soit 5 gigawatts, a d'office été promise à l'Afrique du Sud. Il était question de réserver 3 gigawatts à la RDC. Avec un risque réel d'en accorder une grande partie aux industries minières installées dans le pays, plutôt qu'aux habitants. Par ailleurs, cette exigence de réserver au pays 3 gigawatts sur 10 n'a pas été retenue dans l'accord conclu entre l'ADPI et les consortiums, indiquent Resource Matters et le Groupe d'étude sur le Congo.

Jacques Djoli propose la révision de la loi portant statut des anciens présidents. Le député Jacques Djoli veut obtenir à l'Assemblée nationale une nouvelle loi sur le statut des anciens présidents de la RDC. D'après lui, la loi actuelle sur cette matière consacre une sorte de gabegie financière qui fera dépenser au trésor public des millions de dollars en faveur des anciens chefs d'Etats et des chefs de corps constitués, au détriment de la République et de la population congolaises.

L'électricité d'Inga III bénéficiera à la population, assure la présidence de la République. « Ce n'est pas honnête de vouloir opposer le projet Inga III à la population, au motif qu'elle n'en serait pas bénéficiaire », a réagi mardi 29 octobre Nicolas Kazadi, coordonnateur de la commission Quinquennat du chef de l'Etat, après publication du rapport de l'ONG Resource Matters et le Groupe d'études sur le Congo. « Un projet d'une telle ampleur qui est financé par des privés majoritairement, pour le mener à bout, pour mobiliser le financement il faut que la perspective du marché soit solide et crédible. Raison pour laquelle il fallait qu'il y ait un client final sûr et dans la première étape l'Afrique du sud a garanti l'achat de 5 000 mégawatts, c'est-à-dire près de la moitié de la production prévue. » Selon lui, la population congolaise sera aussi servie. En effet, assure-t-il, la Société nationale d'électricité (SNEL) recevra une partie « et ce que la SNEL recevra ira en partie significative aux populations, et enfin il faut savoir que l'amélioration à court et à moyen terme de la déserte des populations congolaises en électricité ne se fera pas par ce projet parce que ce projet est un projet de long terme. » Une fois qu'on aura démarré les travaux, on pourra compter au moins 6 années avant d'avoir le début de production, prévient Nicolas Kazadi.

Kongo central : 1 mort et 300 personnes sans abri à Lukula par suite des inondations. Les inondations ont ainsi provoqué l'écroulement de plusieurs maisons laissant ainsi près de 300 personnes sans abri. Ces dernières passent la nuit à la belle étoile. La principale cause de cette inondation n'est autre que le débordement de la rivière Lufika qui par ailleurs a emporté un enfant qui est mort par noyade. Firmin Mananga, coordinateur de la société locale sollicite une implication des autorités pour le curage au plus vite de la rivière précitée. Firmin Mananga a également plaidé pour une assistance urgente aux sinistrés. A noter que ces inondations sont fréquentes dans cette cité. La société civile de Lukula dénonce le manque de suivi de cette rivière qui ne cesse de quitter son lit pour se déverser sur toute l'étendue de Lukula à chaque tombée des pluies.

Tanganyika : les Maï-Maï Hapa na Pale et Yakutumba conditionnent leur reddition. Parmi les conditions posées, ces leaders citent : la libération au nom de la paix d'un certain nombre des membres de la commuté Twa, faits prisonniers à la suite des exactions dont ils s'étaient rendus coupables dans la région ; le recul des positions Fardc sur les deux axes de Kalemie-Nyemba et Kalemie-Bendera ; le retour des chefs traditionnels dans leurs villages d'origine ; la reconnaissance officielle de leurs deux partis politiques, le CNPSC (Coalition nationale pour le peuple pour la souveraineté du Congo) et le PCC (Parti pour le changement du Congo). « Nous voulons que la paix et la justice s'installent, que l'Etat nous traite comme étant des êtres humains, capables d'occuper aussi des fonctions dans tous les services en RDC », ajoute le leader Twa, Masia.

Plusieurs familles le long de la rivière Ubangui menacées par des épidémies à la suite des inondations. Au grand Equateur, plusieurs localités le long de la rivière Ubangi sont envahies par des graves inondations. La montée des eaux est consécutive aux pluies diluviennes que connait actuellement la région. Au secteur de Dongo, territoire de Kungu, province du Sud Ubangi, la société civile signale que les habitants ont quitté plusieurs villages engloutis sous les eaux pour s'abriter ailleurs. A Bosango et à Wambo, des champs en cette période de récolte et le bétail sont abandonnés. « Ces populations sont exposées à la famine et aux épidémies, » alerte le chef d'antenne de la société civile REDIC/Dongo.

Le ministère public a requis la perpétuité pour le chef milicien Kokodikoko. Selon le collectif des organisations qui appuient le procès, la milice baptisée Raia Mutomboki avait à son origine comme mission de chasser les groupes armés

étrangers, dont les FDLR en 2011. Elle a, par après, détourné son objectif en commençant à s'attaquer aux populations civiles. Selon le ministère public, la milice s'est illustrée dans plusieurs cas de violation de droits de l'homme, dont le meurtre, viol, esclavage sexuel et torture. Le 8 février 2018, ce groupe est descendu dans le village de Kabikokole, coupant le pont entre ce village et Lugushwa en territoire de Mwenga pour que les forces de sécurité n'interviennent pas. Ici, des habitants ont été emprisonnés et torturés; les femmes ont été violées par ces miliciens. Ces derniers ont par ailleurs volé des biens et argent qu'ils ont fait transporter par des habitants, emportant également des femmes comme esclaves sexuels.

Insécurité à Lubero : un mouvement massif de la population signalé. Ces populations craignent l'insécurité grandissante due à l'activisme accrue des groupes Maï-Maï, qui pullulent dans cette région. Tout est parti de l'attaque du 25 octobre dernier d'une position des Fardc à Lubango par ces Maï-Maï. Ces derniers ont été pourchassés par l'armée. En fuyant, ils se sont dirigés vers les localités de Bianze, Kangole, Kanzanza et Hutwe. La population, craignant les représailles de ces assaillants, a commencé à se déplacer vers les grandes agglomérations.

Maniema : 2 soldats des Fardc tués à Kabeya. Deux soldats des Fardc ont été tués par balle lundi 28 octobre, lors d'un affrontement entre miliciens Maï-Maï et l'armée à Kabeya, localité située à 60 km au sud-ouest de Lulimba (Maniema).

Bukavu : 7 morts et plus de 40 blessés dans un accident de route. Un accident de circulation routière, survenu mardi 29 octobre 2019 sur la route Walungu-Bukavu en commune de Bagira (Sud-Kivu), a fait sept morts et une quarantaine de blessés graves. Le conducteur d'un camion, qui transportait les militaires des Fardc, a perdu le contrôle de l'engin. L'excès de vitesse serait à la base de cet accident mortel.

Lwebo : 29 927 enfants ciblés pour la vaccination anti-rougeole. Seule la zone de santé de Djokopunda a enregistré 75 décès sur 1 530 cas, indique le médecin chef de zone, précisant que 29 927 enfants ont été ciblés. Financée par l'Alliance globale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI), cette campagne a débuté le 29 octobre et va se clôturer le 2 novembre.

Ituri : la rougeole a tué 80 personnes en 10 mois. L'épidémie de rougeole fait rage en Ituri. Environ 9300 cas, dont 80 décès, ont été enregistrés depuis le début de l'année dans les territoires d'Aru, Mahagi, Djugu, Irumu et Mambasa. Ces chiffres ont été révélés mardi 29 octobre par le chef de la Division provinciale de la santé, docteur Louis Tshulo. Il a fait cette annonce à l'occasion du lancement de la campagne de vaccination contre cette épidémie dans l'ensemble de la province de l'Ituri.

Beni : des détenus dorment sur le pavé, faute de places à la prison de Kangbayi. La prison centrale de Kangbayi de Beni, construite pour accueillir 150 personnes, héberge actuellement 1. 104 détenus, soit 1061 hommes et 43 femmes. Un grand nombre de prisonniers a été condamné pour des infractions graves de détention illégale d'armes, participation à un mouvement insurrectionnel, vol à mains armées, viol assassinat et meurtre. Selon des sources pénitentiaires, cette surpopulation carcérale fait que des centaines de prisonniers passent la nuit sur le pavé.

Nord-Kivu : au moins 830 000 personnes attendues à la vaccination contre le choléra. Si le choléra est endémique dans les quatre provinces de l'Est de la RDC (le Nord et Sud-Kivu, le Tanganyika et le Haut-Lomami), la province du Nord-Kivu, à elle-seule, a enregistré presque le quart de tous les cas dénombrés depuis le début de l'année dans le Pays. Cette situation justifie la nécessité et l'urgence de cette vaccination réactive, affirme un responsable de l'OMS à Goma, Giles Kwam. « La province du Nord-Kivu a enregistré presque le quart du nombre total des cas enregistrés dans le pays, soit 4836 avec 46 décès», précise-t-il. « Nous croyons qu'avec les moyens que le gouvernement met à la disposition de la province nous allons éliminer non seulement le cholera mais aussi la rougeole et l'Ebola », espère Eteni Longondo.

Beni : le président de la société civile de Karuruma tué par des hommes armés. Selon le président de la société civile dans la chefferie de Bashu, Moïse Kipulu, ce meurtre est le septième en l'espace d'un mois. « Ce qui nous inquiète à un plus haut niveau !», a poursuivi Moïse Kipulu.

Uele : la société civile alerte sur une « guerre déclarée » par l'UPC-RCA à la RDC. Les coordinations de la société civile et la Nouvelle société civile congolaise des territoires de Dungu, Niangara et Watsa tirent la sonnette d'alarme sur une «guerre déclarée » par l'UPC-RCA, une coalition des éleveurs Mbororo, la LRA et Seleka contre la RDC. Cette déclaration de guerre, faite de connivence avec la coalition Seleka-LRA, est contenue dans une note circulaire du 30 septembre 2019. L'objectif déclaré, soulignent ces organisations citoyennes, est de conquérir la région afin de chasser les autochtones pour laisser la place aux éleveurs Mbororos.

Jeudi 31 octobre.

Sud-Kivu : le BCNUDH met en garde les auteurs des discours de haine et de violence dans la crise de Minembwe. Le Directeur du BCNDH parle de 73 villages brûlés et de nombreux cas d'exécutions extrajudiciaires commis notamment par les groupes armés qui écument la région : « Depuis mars 2019, la situation s'est sensiblement détériorée, on a connu une recrudescence des violences depuis octobre. A ce jour, je puis vous dire que depuis mars 2019 nous avons documenté 73 villages qui ont été brûlés par à la fois, les différents groupes Mai-Mai, y compris les Gumino et le Twiganeho. A cela s'ajoute tous les discours de haine qui entoure le conflit et l'incitation à la haine et à la violence qui sont constitutifs de crime international. Il faut que les auteurs en soient conscients, quel que soit leur rang, ils peuvent faire objet des poursuites »

Tanganyika : le général Yav annonce la traque des groupes armés réfractaires. « Le commandant 2e zone de défense informe qu'une opération de grande envergure du type Mulula, dénommée 'Usalama', est planifiée dans le secteur pour traquer et arrêter tous les récalcitrants des groupes armés et les poursuivre jusque dans leur dernier retranchement », a déclaré le général-major Yav. Il a par ailleurs appelé les groupes qui détiennent encore les armes à les rendre au plus vite aux Fardc.
ès

Kasaï-Oriental : « La hausse des prix de denrées alimentaires risque de déboucher à une implosion sociale », prévient Alidor Numbi. La hausse des prix de denrées alimentaires affecte les différentes couches de la population de la ville de Mbuji-Mayi. Les députés provinciaux disent être menacés par la population à la suite de la flambée des prix de denrées de première nécessité. Les députés parlent d'une misère sans précèdent qui risque de déboucher à une implosion sociale. Ils demandent pour ce faire au gouvernement « d'user de tous les moyens à sa disposition, afin de soulager sans délai la population en lui assurant une vie meilleure. »

Kinshasa : « il faut mettre en place un système de gestion des déchets ». D'après Jean Claude Emene chargé des Missions de l'Agence Congolaise de l'Environnement au ministre de l'environnement et du développement durable, « la gestion des déchets des plastique pose des sérieux problèmes. Mais nous pensons que de manière durable nous devons mettre en place un véritable système de gestion des déchets de manière générale. On doit aller vers le recyclage, c'est comme ça que se passe ailleurs. »

Kinshasa : l'administrateur de l'hôpital Vijana tué par un policier. Selon des témoins, le policier faisait partie d'un groupe envoyé pour ordonner aux maçons de poursuivre la construction d'une maison privée dans la concession de cet hôpital public, situé dans la commune de Lingwala (centre de Kinshasa). Face au personnel qui résistait contre cette « spoliation du terrain de cet hôpital par un ancien député », le policier a ouvert le feu, tuant sur le coup l'administrateur gestionnaire.

La RDC nécessite 4 milliards USD pour relancer l'agriculture (experts). Réunis dans le cadre d'un forum sur l'agriculture mercredi 30 octobre à Kinshasa, les experts en agriculture ont chiffré la relance de ce secteur en RDC à 4 milliards de dollars américains par an. « Le nouveau gouvernement vient avec un programme ambitieux. Il dit qu'il va faire comme à l'époque coloniale, développer l'agriculture partout en même temps. Donc, c'est un programme qui nécessite des fonds importants. Bien que le montant du premier rapport équivaille autour de 4 milliards USD, pour un tel programme, je pense qu'avec des partenaires, d'autres coopérations qui vont venir encore, je suis sûr et certain que nous mobiliserons ces fonds », rassure-t-il.

Mbandaka : les avocats observent une journée sans audience. Les hommes en toge ont décidé de quitter la salle d'audience en signe de protestation contre les magistrats du ministère public, qui « brillent par le retard lors des audiences. » « Nous voudrions simplement rappeler aux magistrats que la loi veut que les audiences débutent à 9 heures. Dès qu'il est 9 heures, tout le monde est là le magistrat de siège, les magistrats du parquet, les avocats et on commence les audiences. D'ailleurs, si nous avocats arrivons en retard à l'audience, nous trouvons déjà que l'affaire est prise en délibérée et le client est sanctionné, condamné par défaut ! C'est ça le problème. D'où eux aussi doivent venir à temps ! ».

Rupture des médicaments contre la rougeole à Moanda. Cette situation perturbe la prise en charge des malades. Le nombre des malades est à nette augmentation, à la suite de cette rupture. Il est passé de 184 à 220 cas.

Lutte contre Ebola : l'ONU salue « des avancées significatives » en Ituri. Ce progrès se remarque par la réduction de nouveaux cas positifs. Mais, beaucoup reste à faire pour l'éradication de cette maladie, qui persiste encore dans les localités de Biakato, Mandima et Mambasa-centre.

L'Assemblée nationale se dote de commissions permanentes. La mise en place de commissions permanentes de l'Assemblée nationale est intervenue mercredi 30 octobre. Sur les dix commissions que compte cette chambre, la présidence de sept commissions a été attribuée à la majorité parlementaire. Si les bureaux de différentes commissions sont connus depuis mercredi soir, l'opposition parlementaire, qui doit assumer la présidence de la commission Droits de l'homme et de deux autres, peine encore à se mettre d'accord sur ces animateurs. Un délai de 48 heures leur a donc été accordé par la plénière.

L'armée lance une « dernière » offensive contre les groupes armés dans l'Est. « Je confirme qu'à dater de ce 29 octobre 2019, les Fardc viennent de lancer des opérations offensives pour éradiquer tous les groupes armés. Il y a les ADF, tous les groupes Maï-Maï qui opèrent dans le grand Nord à Beni, Butembo et Lubero, mais il y a également tous les groupes armés qui sont à l'Est de la RDC ; aussi bien au Nord-Kivu qu'au Sud-Kivu », a affirmé le porte-parole de l'armée. Toutes les ressources sont disponibles pour permettre aux Fardc de mener ces opérations dans les bonnes conditions, a indiqué le général-major Kasonga, soulignant que cette offensive était la dernière pour apporter la paix à la population :

Beni : marche de Lucha contre l'entrée de troupes étrangères en RDC. Le mouvement citoyen Lutte pour le Changement, (Lucha) et le groupe de pression « Véranda Mutsanga » ont organisé une marche pacifique jeudi 31 octobre à Beni. Ces militants disent s'opposer contre une éventuelle entrée sur le territoire congolais des armées étrangères dans le cadre de la mutualisation des forces dans la traque des groupes armés étrangers actifs dans l'Est de la RDC.

Beni : le général Mbala appelle les militaires au respect du droit humanitaire. Le chef d'Etat-major général des Fardc, Célestin Mbala, a appelé les militaires au strict respect des règles de combat et du droit international humanitaire avant, pendant et après les offensives contre les ADF à Beni. Cet appel a été lancé mercredi 30 octobre lors de sa visite à Beni, où il est en mission de service depuis quatre jours. Le général Mbala s'est rendu par la suite à Nyaleke, Kasinga et Boikene dans la ville de Beni, puis à Ngadi, Mavivi, Ngite, Mbau, Oicha et Matombo ; où l'armée dispose des positions pour protéger la population de ces agglomérations contre les attaques ADF. Le chef d'Etat-major général des Fardc voulait se rassurer de l'installation effective de nouvelles unités de l'armée déployées en renfort depuis quelques jours dans la région de Beni.

3000 déplacés en « situation alarmante » à Mwenga (ONU). Ces déplacés avaient fui les affrontements intercommunautaires encore en cours dans les territoires de Fizi et de Mwenga. Cette zone est marquée par l'activisme de groupes armés, les assassinats ciblés et les incendies criminels, selon des sources locales. Ces déplacées internes vivent tant de difficultés : l'insécurité dans la région, le manque d'abris, de la nourriture et des médicaments. Certains d'entre eux se sont construits de maisonnettes de fortune, alors d'autres encore ont envahi les bâtiments d'églises.

Félix Tshisekedi reçoit les nouveaux ambassadeurs de la Belgique, de l'UE, du Vatican…La Belgique, l'Union européenne, l'Italie, la Suède et trois autres pays ont officiellement des ambassadeurs en RDC. Ces diplomates ont présenté ce jeudi 31 octobre leurs lettres de créance au président Felix Tshisekedi dans une cérémonie solennelle, la première du genre sous sa présidence, au Palais de la Nation. Ces accréditations marquent la normalisation des relations diplomatiques entre la RDC et ses partenaires européens. Les nouveaux diplomates accrédités en RDC sont : Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Chef de la délégation de l'Union européenne ; Miguel Da Costa, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Angola ; Ettore Balestrero, Nonce Apostolique. Roger Denzer, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Confédération Suisse; Johan Indekeu, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume de Belgique; Luca Attanasio, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République d'Italie; Henric Rasbrant, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume de Suède. L'accréditation du nouvel ambassadeur Johan Indekeu marque le couronnement de la normalisation des relations entre Kinshasa et Bruxelles, voulue par le nouveau président Félix Tshisekedi. Le précédent ambassadeur belge en RDC, Bertrand de Crombrugghe, avait, lui, été rappelé par son pays en janvier 2018 sur fonds de tensions diplomatiques entre les deux pays en lien avec le processus électoral congolais. L'autre normalisation concerne l'Union européenne, qui avait été sommée par la RDC de rappeler l'ambassadeur, le Belge Bart Ouvry, en fin 2018. Kinshasa avait exigé son rappel en guise de protestation contre les sanctions européennes imposées à quelques personnalités proches de l'ex-président Joseph Kabila.

Santé : « 90% des tuberculeux soumis au traitement en RDC ont été guéris, mais beaucoup reste à faire ». « Le pays fait des efforts louables dans la lutte contre cette maladie mais beaucoup reste à faire », a indiqué Dr Michel Kaswa. Les dernières statistiques révèlent qu'« en 2018 le programme national de lutte contre la tuberculose en RDC a notifié plus de 170 000 cas de tuberculose. » D'après Dr Kaswa, « ceci constitue un accroissement d'environ vingt mille cas par rapport à la notification de 2017. Et 90% des malades qui ont été mis en traitement ont été déclarés guéris. Cela veut dire que nous

faisons déjà des efforts louables dans la lutte contre la maladie. Mais, il reste encore du travail car selon les estimations de l'OMS, près de la moitié des malades de tuberculose n'ont pas encore accès au dépistage, et donc au traitement».